Vol 17 # 42 • Du 17 au 23 Avril 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

FRANCE ET CANADA EXIGENT LE CONSEIL PRÉSIDENTIEL



Voir page 3

Le Premier ministre français Gabriel Attal et son homologue canadien Justin Trudeau encouragent le Conseil présidentiel de transition, une fois en place, à former un gouvernement et des institutions permettant de rétablir la sécurité vers l'organisation d'élections transparentes, équitables et crédibles.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : ATTAQUES RACISTES CONTRE LES COMMUNAUTÉS DE EL SEIBO !



Voir page 4

Parmi les victimes des actions répressives et racistes à El Seibo figuraient de nombreuses femmes, enfants, travailleurs de l'industrie sucrière et personnes âgées.











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Quel affront du triumvirat impérialiste à son Conseil présidentiel !

Par Berthony Dupont

Un feuilleton est à peine terminé qu'un autre commence et cherche déjà à influer sur la politique d'Haïti, pour s'engager toujours dans le même cercle vicieux, de sorte que les politiciens traditionnels restent prisonniers du cadre des institutions capitalistes afin de tenter par tous les moyens la régénérescence d'un système en putréfaction.

Un système bâti sur le principe d'allégeance aux puissances capitalistes. C'est d'ailleurs, le plus grand défi à relever en Haïti car il s'adonne à opprimer tout bonnement la population et piller les richesses du pays. Mais la classe politique haïtienne fichée comme n'importe quel délinquant ne demande pas plus. Ces nouveaux affranchis, par peur de la mobilisation des masses oppressées et de ses revendications légitimes sont capables du pire, voilà pourquoi ils ont choisi de rester au service des nouveaux colons afin d'atteindre on ne sait quel objectif. C'est à cette complexité institutionnelle que la lutte actuelle pour un changement fondamental et populaire fait face.

Ce n'est pas un hasard, si le pays continue d'être dépendant de l'impérialisme et victime de sa barbarie. La majorité des mesures prises par le gouvernement américain en Haïti ne sont que de fausses promesses allant à l'encontre des intérêts du pays. Présentement, l'agenda en cours est de reconstruire l'Etat haïtien sur les mêmes bases d'avant, celles rejetées par les manifestations populaires qui ont contribué à chasser le Premier ministre de facto Ariel Henry. Ainsi, pour maintenir son emprise de diviser pour régner, alors qu'il fait la promotion d'un Conseil présidentiel de Transition, il renforce l'influence de l'équipe soi-disant démissionnaire sous prétexte d'une quelconque passation en douceur du pouvoir.

Le tout reposant sur une poignée de suppositions sans fondements, avec la complicité d'un vaste réseau de prédateurs internes et externes. Les Conseillers présidentiels se retrouvent devant un fait accompli, voire dans un dilemme : obligés de protester contre les ministres d'un pouvoir qu'ils prétendaient remplacer en déclarant *« profondément choquées en prenant connaissance du décret publié le 12 avril 2024 par le gouvernement présidé par le Premier ministre empêché le Dr Ariel Henry. »*

Cet affront suprême n'est pas venu du Conseil des ministres, mais du maitre du jeu, le véritable instigateur, le cerveau de toute cette opération qui consiste à démystifier, dénigrer et désillusionner les membres du Conseil présidentiel de transition. Il s'agit des enseignements permettant de mieux connaitre le vrai visage de l'impérialisme qui n'a pas d'amis, quand il s'agit de protéger ses intérêts. Il n'hésite point à utiliser ses cyniques méthodes et des procédés déloyaux et humiliants pour atteindre ses objectifs. Il se tourne contre ses complices, ceux-là mêmes qu'il utilise pour exécuter la sale besogne en Haïti.

Cette crise suscitée n'est pas une gaffe, ni un gâchis, voire une erreur stratégique, c'est la volonté même du maître, de l'impérialisme pour brouiller davantage la carte des laquais qui sont à son service. Pour parvenir à ses fins, il encourage et provoque des petites guerres sans grande conséquence pour la suite. Le peuple n'a rien à dire entre les luttes intestines de ceux qui sont prêts à le trahir et sacrifier ses intérêts. En réalité, ce qui se prépare, c'est un vaste chantier qui, sur la base de la destruction sociopolitique conservera les privilèges mal acquis des oligarques au détriment même de la survie du pays.

La dégradation de la situation qui continue d'empirer au lieu de s'améliorer provoque déjà chez la population pauvre tant de mal au quotidien qu'elle survit difficilement dans cette situation chaotique. L'essentiel pour les puissances occidentales est de poursuivre le processus à savoir tenir les masses prolétariennes dans des conditions de vie absurde tout en mettant en place des individus et des institutions qui veillent à ce que rien ne bouge autrement que dans les conditions qu'ils imposent.

A force de vouloir déstabiliser le pays, toutes les acrobaties de la Communauté occidentale et de ses alliés de la classe politique haïtienne sombrent dans le ridicule et cela ne suscite que du mépris auprès de la population haïtienne.

Il reste que c'est le peuple qui est le plus menacé, le plus visé. Qu'il se réveille contre cette guerre des oligarques capitalistes contre le pays. C'est la destruction d'une société et d'un peuple qui est en cours ! Lui qui réclame un changement de rupture en mettant tout en question et en voulant finir avec ce système de misère, de pauvreté, de précarité et de destruction humaine.

Le peuple doit pouvoir se révolter contre cette domination, particulièrement américaine qu'on peut qualifier de hold-up du siècle. Nous devons dénoncer son caractère anormal et contre-productif, car elle nous empêche même aujourd'hui d'exporter certains de nos fruits, tels : nos mangues très sollicitées à l'étranger.

Que la classe politique moribonde et ses patrons occidentaux se heurtent au mur anti-impérialiste des masses opprimées vivant dans des zones de non-droits, - Territoires perdus- appauvris qui forment aujourd'hui le noyau dur des luttes sociales. Ces opprimés n'ont rien à perdre mais tout à gagner avec un autre système social, un autre avenir de sorte que les masses défavorisées sortent de leur calamité et chasser avant tout celui qui en est la clé de voûte de leur mal, le triumvirat impérialiste : les Etats-Unis, la France et le Canada.

France et Canada exigent le Conseil Présidentiel



Dialogue entre le Premier ministre de la France Gabriel Attal et son homologue du Canada, Justin Trudeau



Les 9 saltimbanques au service de l'empire occidental qui ont été nommés membres du Conseil présidentiel de transition

Par Isabelle L. Papillon

Le Premier ministre de la France Gabriel Attal a visité officiellement son homologue du Canada, Justin Trudeau les 10 et 11 avril 2024 dernier. Au menu de leur rencontre, la crise haïtienne a trouvé une certaine place.

Ils ont eu le temps de placer certains mots pour exprimer leur souci à ce que le Conseil Présidentiel de Transition s'installe le plus vite que possible. Ils expriment leur engagement à aider le Conseil et justement dans un rapport publié par l'ambassade de France en Haïti sur le compte X, dans la soirée du jeudi 12 avril 2024, on pouvait lire *« Le Premier ministre français Gabriel Attal et son homologue canadien Justin Trudeau encouragent le Conseil présidentiel de transition, une fois en place, à former un gouvernement et des institutions permettant de rétablir la sécurité et de progresser le plus rapidement possible vers l'organisation d'élections transparentes, équitables et crédibles »*

Dans la même veine, ces deux pays impérialistes la France et le Canada à la traine de leur chef de file, les Etats-Unis d'Amérique ont rapporté l'ambassade de France en Haïti *« appellent au déploiement rapide de la Mission multinationale d'appui à la Sécurité en Haïti pour aider la PNH à combattre la criminalité organisée»*.

Cependant, ils n'ont pas le courage de dire que cette criminalité dont ils dénoncent trouve sa vitalité continue dans la politique menée par leur gouvernement en Haïti qui dans le passé soutient tous les régimes autoritaires, antipopulaires qui ont pillé le pays appauvri. Depuis plus d'un siècle, Haïti est victime de toutes sortes de crimes sanglants concoctés par l'impérialisme occidental à commencer par les coups d'état pour déstabiliser tout gouvernement progressiste, nationaliste dévoué aux intérêts des masses populaires. Faut-il rappeler alors, que les coups d'état contre le peuple haïtien en 1994 et en 2004 ont été orchestrés par les Etats-Unis en parfaite complicité avec ces deux larrons la France et le Canada.

Le terrorisme et le banditisme qui se perpétuent auxquels font référence Gabriel Attal et Justin Trudeau ont été justement introduit en Haïti par l'impérialisme américain. La politique décidée puis exécutée depuis l'occupation américaine d'Haïti en 1915 est celle dérivant de la volonté de l'impérialisme la plus vile et non celle des aspirations des travailleurs et de la paysannerie haïtienne.

Drôle de coïncidence, le lendemain de leur déclaration le 12 avril, le décret portant création de cet organe de transition a été publié par le gouvernement démissionnaire dans le Journal Officiel de la République d'Haïti Le Moniteur. Une annonce à laquelle ont vite réagi tous les potentats impériaux exprimant leur contentement à ce que leur marionnette va s'organiser pour bafouer les masses avec une nouvelle structure gouvernementale, un Conseil présidentiel de 9 saltimbanques pour diriger la transition souhaitée jusqu'au 7 février 2026. Et cela donnera aux experts impérialistes assez de temps pour programmer d'autres catastrophes politiques pour continuer la ruine du pays tout en profitant de voler ses ressources.

Par ailleurs, dans un communiqué de presse publié le lundi 15 avril 2024, l'Union Européenne a pour sa part souligné que : *« Suite à la publication du décret officiel fixant la procédure de mise en place d'un Conseil Présidentiel de Transition (CPT) en Haïti, il est désormais crucial que le CPT soit formellement nommé par le gouvernement sortant du Premier ministre Ariel Henry sans plus attendre. Cela permettra ensuite la nomination d'un nouveau premier ministre par ce conseil »*



L'ambassadeur de la France en Haïti

C'est évident tout ce que veut Washington, soutenu par Ottawa et Paris ainsi que les autres puissances impérialistes impliquées de longue date en Haïti est d'établir l'ordre bourgeois réactionnaire pour réprimer les masses laborieuses de sorte qu'elles ne s'organisent guère pour changer radicalement l'Etat et l'ordre des choses.

Finalement, le mardi 16 avril pour satisfaire ses patrons, le Premier Ministre Ariel Henry a signé le décret nommant le Conseil Présidentiel de Transition d'Haïti, mettant fin à son mandat et à son gouvernement. Le décret a été publié par le journal officiel d'Haïti "Le Moniteur".

Les membres votants du Conseil présidentiel de transition sont Smith Augustin, du parti EDE/RED et Compromis Historique ; Louis Gérald Gilles, de l'Accord du 21 décembre ; Fritz Alphonse Jean, de l'Accord du Montana ; Edgard Leblanc Fils, de l'Entente du 30 janvier; Laurent Saint-Cyr, du secteur privé; Emmanuel Vertilaire, du Parti Pitit Dessalines, et Leslie Voltaire, de Fanmi Lavalas.

Régine Abraham et Frinel Joseph, sont également membres du Conseil présidentiel de transition en qualité d'observateurs mais sans droit de vote.

Ce ne sont pas des cas isolés : les violences sexuelles sont une conséquence de la politique raciste du gouvernement dominicain



Opération anti-haïtienne de la DGM en République Dominicaine



Des femmes qui ont été arrêtées par la DGM parmi lesquelles une femme enceinte

Par La voix des travailleurs

Quelques jours après que le gouvernement de droite du PRM ait défendu la violation systématique des droits humains de la communauté immigrée haïtienne, en réponse aux plaintes des organisations dominicaines et d'Amnesty International, un nouveau crime sauvage de la DGM a choqué le pays. Cela s'est produit à Verón, Punta Cana, où toutes sortes de crimes racistes ont été perpétrés, y compris des passages à tabac, des vols et des fusillades, dans le cadre des détentions massives et arbitraires de travailleurs haïtiens et de leurs familles en vue de leur expulsion. Le 5 avril, les hommes de main de la DGM sont entrés par effraction, dévastant la communauté, terrorisant la population à la manière de la Banda Colorá et des paleros de Trujillo. Au cours d'un raid illégal, comme les centaines qui sont effectués chaque semaine, ils ont abusé sexuellement d'une jeune fille de 14 ans.

Le gouvernement a publié une déclaration tentant de se laver les mains du crime. Cependant, juste un jour avant le crime, le ministre de la Présidence Igor Rodríguez a affirmé que le gouvernement ne tiendrait pas compte de l'avis d'Amnesty International parce que sa politique de déportations massives était basée sur un prétendu exercice de souveraineté. Si les perquisitions sans décision judiciaire et les détentions illégales de mineurs avaient été éliminées, conformément à la loi 285-04 et à ce que réclament les organisations du pays depuis des années, ce crime aberrant n'aurait pas eu lieu.

« Ils l'ont brutalement violée, nous et les membres de sa famille poursuivons en justice l'unité d'immigration, en particulier les personnes qui non seulement ont commis cet acte, mais après l'avoir laissée déchirée et triste, ils reviennent la chercher, l'emmènent à Benedicto et la menacent. Ils lui disent que si elle dit quelque chose, ils la tueront », a expliqué Santiago Molina, de la Commission nationale des droits de l'homme de la République dominicaine (CNDH-RD), en dénonçant officiellement le crime au PGR. Molina a déclaré à l'agence EFE que les viols de femmes et de filles haïtiennes par des agents sont fréquents mais ne sont pas signalés par peur. L'impunité accordée au DGM par le PGR subordonné au gouvernement a aggravé la situation.

Sur les réseaux sociaux, la fréquence des signalements de crimes racistes commis par des agents répressifs a augmenté, notamment des tentatives d'assassinat avec des armes à feu ou l'assassinat présumé d'un bébé à Los Platanitos, Higüey. Tout cela après que le gouvernement a refusé de prendre en compte les demandes d'Amnesty International et d'autres organisations, qui pourraient indiquer une escalade de la violence raciste à caractère de représailles et à des fins de propagande électorale, pour attirer le soutien des secteurs d'extrême droite.

Comme dans les contextes de guerre les plus sanglants, des femmes et des filles haïtiennes ou d'origine haïtienne sont maltraitées dans le cadre de la campagne menée par la DGM pour terroriser cette communauté qui travaille dur. Le racisme rampant du gouvernement s'accompagne du silence des secteurs « progressistes » autoproclamés représentés au Congrès. Cependant, cela a suscité l'indignation des communautés populaires où l'injustice est reconnue à l'égard de la population migrante haïtienne et de ses descendants, ainsi que de toute personne noire profilée racialement comme « suspecte » par les autorités. En mars, des agents des transports et d'autres travailleurs communautaires ont repoussé une attaque menée par des hommes de main de la DGM à Cristo Rey, dans le district national, avec des pierres et des bouteilles lorsque les agents ont battu un travailleur haïtien.

Des milliers de « cas isolés » ?

La réponse du gouvernement aux indéniables violences racistes et criminelles du DGM est d'affirmer qu'il s'agit de cas isolés, comme l'a récemment déclaré l'ambassadeur dominicain auprès de l'OEA, Josué Fiallo, lors d'une audience de la CIDH en novembre 2023, au cours de laquelle il a dû reconnaître l'expulsion de plus de 2 200 femmes enceintes entre 2021 et 2023.

La violence sexuelle est moins documentée que les autres violations des droits humains et reste souvent non signalée. Cependant, en septembre 2023, le cas de la Haïtienne Stephy Graph a été connu, qui, après avoir été arrêtée pour un prétendu faux visa, a été agressée sexuellement par des agents répressifs à l'aéroport international de Las Américas (AILA). Le PGR n'a pas publié d'informations sur cette affaire ni si des condamnations ou des procès sont en cours.

La dominicaine noire Cristina Martínez Lorenzo, arrêtée le 20 septembre 2023 pour profilage racial lors d'une opération de la DGM à l'hôpital de San Cristóbal, a été illégalement exilée. Profitant de son état de santé mentale, les agents l'ont arrêtée et bannie. Ses proches ont signalé qu'elle avait été abusée sexuellement et qu'elle était peut-être enceinte. Il n'y a également aucune accusation ou condamnation pénale connue dans cette affaire.

Le gouvernement de droite du PRM a poursuivi une politique de persécution raciste qui cherche à maintenir des niveaux élevés d'oppression et d'exploitation de la communauté immigrée haïtienne, au profit des capitalistes dominicains et d'autres pays basés en République dominicaine, tant dans l'agro-industrie que dans l'économie, la construction et le secteur des services. À un moment donné, l'État dominicain devra répondre au monde du régime d'apartheid qu'il est en train de construire pour priver les haïtiens et les immigrants dominicains d'origine haïtienne de tous leurs droits politiques, économiques et sociaux.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 12 Avril 2024

République Dominicaine : Attaques racistes contre les communautés d'El Seibo !



Arrestation de travailleurs dominicains d'origine haïtienne vivant dans la région d'El Seibo

Le gouvernement dominicain responsable des attaques illégales du DGM contre les communautés d'El Seibo

Tôt le vendredi 15 mars, des agents de la Direction générale des migrations (DGM) ont fait irruption dans les communautés de Villa Guerrero, Santa Lucía, kilomètre 2 et kilomètre 8 de l'autoroute Seibo-Higüey. Ils ont mené des descentes illégales sans ordre du tribunal, brisant les portes des maisons et arrêtant arbitrairement des dizaines de personnes. Les agents de la DGM ont volé de l'argent et des biens à des personnes arbitrairement détenues, tout en commettant des actes barbares tels que des passages à tabac et des actes de torture. Parmi les personnes détenues sur la base du profilage racial, dans le cadre d'une politique systématique de persécution raciste du gouvernement national, se trouvaient des Dominicains d'origine haïtienne, notamment des femmes enceintes, des personnes âgées et des mineurs, en violation flagrante de la Constitution, des règlements de la Loi sur la Migration 285-04, et du protocole binational d'expulsion signé par l'État dominicain et l'État haïtien.

Aucune personne, quel que soit son statut d'immigration, sa nationalité ou la couleur de sa peau, ne devrait être soumise à des fouilles illégales, à des détentions arbitraires, à des vols, à des extorsions, à des humiliations ou à des actes de torture. Ces atteintes à la dignité humaine la plus fondamentale par les autorités de l'État dominicain sont devenues le quotidien des immigrants haïtiens, des Dominicains d'origine haïtienne et des Dominicains noirs, imposant un quasi-État d'exception en violation flagrante de la loi.

La peine de bannissement, appliquée par les dictatures de Trujillo et Balaguer, n'existe pas dans le système constitutionnel et juridique dominicain. L'expulsion vers Haïti des Dominicains d'origine haïtienne viole la Constitution, les lois et les accords internationaux sur les droits de l'homme signés par l'État dominicain. Nous exhortons une fois de plus le gouvernement à mettre fin à ses politiques racistes et illégales de persécution et de répression contre les Noirs dans ce pays et réitérons que notre communauté est la plus grande communauté apatride de l'hémisphère occidental. Se soumettre à des processus d'expulsion massive constitue un crime très grave contre le droit international humanitaire. Dans de nombreux cas, les Dominicains d'origine haïtienne ne sont jamais allés en Haïti, ils ne parlent ni créole ni français et n'ont pas non plus de contacts là-bas pour recevoir de l'aide lorsqu'ils sont expulsés illégalement.

Parmi les victimes des actions répressives à El Seibo figuraient de nombreuses femmes, enfants, travailleurs de l'industrie sucrière et personnes âgées. Beaucoup de ces personnes dormaient au moment de l'attaque de la DGM, lorsqu'elles ont vu des agents cagoulés et banalisés, en violation flagrante de la Constitution, briser les serrures avec des outils connus sous le nom de « patte de chèvre ».

Au cours de l'opération, les agents de la DGM ont volé des téléphones portables et collecté de grandes sommes d'argent grâce à l'extorsion auprès des immigrants et des Dominicains d'origine haïtienne. Dans certains cas, lorsque les victimes refusaient de remettre l'argent, celui-ci leur était directement volé. Il y a eu des passages à tabac contre ceux qui résistaient aux arrestations arbitraires et illégales, il y a même eu des personnes volées nues chez elles. Parmi les victimes des actions illégales de la DGM, il y avait aussi des immigrants avec leurs papiers d'immigration et des personnes détenues uniquement pour avoir tenté de mettre fin aux actions violentes et arbitraires des agents contre des victimes mineures, dont certaines ont été battues. Certaines personnes ont dû recevoir des soins médicaux en raison de blessures subies par les agents de la DGM. Nous exigeons que le Bureau du Procureur général (PGR) prenne des mesures pour traduire en justice le directeur de la DGM et les agents impliqués dans ces actions illégales qui violent les droits de l'homme. Dans le cas contraire, il faudra recourir aux instances internationales pour obtenir la justice que le PGR refuse aux victimes, bien qu'il se qualifie de « justice indépendante ». De même, nous attirons l'attention de l'opinion publique sur l'inaction complice du médiateur, Pablo Ulloa, face à ces graves violations des droits de l'homme.

Certaines des personnes arbitrairement détenues ont ensuite été libérées grâce à la médiation du prêtre catholique Miguel Ángel Guñón. Samedi 16 mars, un garçon de 15 ans était toujours illégalement détenu au centre de détention de Haina. Nous avertissons que CONANI ne doit pas se rendre complice de l'expulsion de cet enfant, comme cela s'est produit à d'autres occasions. Nous exigeons qu'il soit libéré immédiatement et qu'il retrouve sa famille.

Le Mouvement Reconnu, sur la base des plaintes recueillies dans les communautés touchées par les actions illégales de la DGM, a dénombré la détention arbitraire de dix travailleurs de la canne à sucre, sept mineurs, cinq femmes, dont trois enceintes, pour un total de 22 personnes arbitrairement détenues. Le nombre réel de personnes arrêtées est plus élevé.

Le gouvernement compte sur les calies pour ses actions. L'un d'eux a été détecté par les communautés, il s'appelle « Rafael » et vit dans la communauté du Kilomètre 2. Il porte des accusations et travaille en même temps comme interprète pour extorquer des immigrants arbitrairement détenus.

Témoignages des actions illégales de la DGM

Un travailleur de la canne à sucre de 67 ans, avec 43 ans de travail dans l'industrie sucrière dominicaine, que nous appellerons Jean pour protéger son identité par crainte de représailles, compte tenu du climat antidémocratique et de l'absence d'État de droit qui prédomine

suite à la page(19)

AVI DE ODYANS PIBLIK, VOTE POU BIDJÈ AK ELEKSYON DISTRI LEKÒL WESTBURY LAVIL NAN NORTH HEMPSTEAD ak HEMPSTEAD NASSAU COUNTY WESTBURY, NEW YORK

AVI SA A BAY ke, dapre yon rezolisyon nan KOMISYON KONSÈY EDIKASYON NAN DISTRI LEKÒL WESTBURY, VIL NAN HEMPSTEAD AK NORTH HEMPSTEAD, NASSAU COUNTY ETA NEW YORK, adopte, 12 jiyè 2023, yon odyans piblik nan kalifye elektè nan Distri Lekòl Westbury, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan Oditoryòm nan Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York nan madi 7 mai 2024 a 7:30. PM (tan nòmal) pou yo revize bidjè yo pwopoze a ak pou tranzaksyon an nan biznis tankou otorize pa Lwa Edikasyon nan Eta New York. Nenpòt moun ki rete nan distri lekòl la ka resevwa yon kopi deklarasyon bidjè a, sou demann, apati 25 avril 2024 nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York. AK PLIS AVI BAY ke, vòt yo ak eleksyon pa elektè yo ki anrejistre nan Distri Lekòl Westbury, Lavil Hempstead ak North Hempstead, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan zòn eleksyon yo dekri nan paragraf sa yo nan madi, 21 mai 2024 epi vòt la pral ant 6:00 AM ak 9:00 PM (tan nòmal) nan lekòl yo deziyen jan yo mansyone nan paragraf yo pou rezon sa yo:

(a) Pou apwouve oswa dezapwouve bidjè yo pwopoze a (konplete oswa amande) nan depans estime pou ane kap vini la jan yo soumèt pa Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury a, nan bi pou otorize prelve yon taks sou pwopriyete a peye taks sou li nan distri lekòl la pou depans yo estime pou ane fiskal la ki pral vini.

(b) Eleksyon de (2) manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an, chak pou yon tèm konplè twa (3) ane kòmanse, 1 jiyè 2024 epi ki tèmine 30 jen 2027. De (2) ofisyèl prezan yo se Michelle A. Wilson ak Pless M. Dickerson.

AK PLIS AVI BAY, yo ka jwenn yon kopi bidjè a oswa deklarasyon an si yon moun k ap viv nan distri lekòl la mande li pandan lè biznis apati 25 avril 2024, eksepte samdi, dimanch oswa konje yo, nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock. Lane, Old Westbury, New York ak nan chak lekòl nan Distri a pandan 9:00 AM a 3:00 PM (tan nomòl) nan biwo direktè lekòl la nan chak nan lekòl ki anba a ak nan Westbury Memorial Public Library (bibliyotèk piblik la):

Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York
Westbury Middle School, 455 Rockland Street, Westbury, New York
Drexel Avenue School, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
Powells Lane School, 603 Powells Lane, Westbury, New York
Park Avenue School, 955 Park Avenue, Westbury, New York Dryden Street, School, 545 Dryden Street, Westbury, New York
Westbury Memorial Public Library, 445 Jefferson Street, Westbury, New York
Westbury School District Website – www.westburyschools.org AK PLIS AVI BAY ke, dapre Real Property Tax Law Section 495 (lwa sou taks soupwopriyete), yon rapò egzanpsyon detaye egzanpsyon nan taksasyon pwopriyete reyèl dwe disponib epi ajoute nan nenpòt ki pwovizwa, preliminè oswa bidjè final.

AK PLIS AVI BAY ke, petisyon ki gen omwen vennsenk (25) siyati nan elektè yo ki kalifye kandida nominasyon pou biwo a nan Manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an dwe depoze nan Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 5:00 PM (tan nòmal) pa pita pase lendi 22 avril 2024; petisyon sa yo dwe endike tou non ak adrès chak siyatèr, e dwe endike non ak adrès kandida a.

AK PLIS AVI BAY ke, aplikasyon pou bilten vòt pa korespondans yo ka aplike pou nan Bilding Administrasyon an pandan lè biznis yo lendi jiska vandredi, eksepte jou konje oswa sou sit entènèt UFSD Westbury. Si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs ba elektè yo, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ou ranpli, pa pita ke 14 mai 2024. Si Biwo Grefye Distri a dwe delivre pèsonèlman elektè a nan bilten vòt la, se Grefye Distri a ki dwe ranpli aplikasyon an pa pita ke lendi 20 mai 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten vòt pa korespondans pa pita ke 5:00 PM (tan nòmal) nan madi, 21 mai 2024.

Yon lis tout moun ki dwe resevwa bilten vòt absan yo ap disponib nan Biwo Grefye a nan Distri a pandan lè travay lekòl la nan chak nan senk (5) jou yo anvan jou eleksyon an, eksepte dimanch, ak nan samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak l2:00 PM ak nan biwo vòt yo nan jou eleksyon an. Nenpòt ki elektè ki kalifye ki prezan nan biwo vòt la kapab fè objeksyon pou vote bilten vòt la sou rezon ki apwopriye pou fè defi li yo ak rezon ki fè sa nan yon Enspektè Eleksyon anvan fen biwo vòt yo.

AK PLIS AVI BAY, ke, dapre Seksyon 2018-e nan Lwa Edikasyon an, aplikasyon pou bilten vòt pa lapòs bonè yo ka jwenn nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la, pandan tout jou Distri Lekòl la nan sesyon. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli yo pa pi bonè pase 22 avril 2024 ak anvan 14 mai 2024, si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs bonè bay elektè a. Si yo remèt bilten vòt la pa lapòs bonè pèsonèlman nan Biwo Grefye Distri a, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli a pa pita pase 20 mai 2024. Yo p ap voye bilten vòt lapòs bonè sòf si yo resevwa li nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la pa pita pase 5:00 p.m. le 21 mai 2024. Yon lis tout moun yo te bay bilten vòt bonè yo ap disponib nan Biwo Grefye Distri a lè biwo a ouvri nan epi apre le 15 mai 2024 jiska 20 mai 2024, eksepte dimanch, ak samdi mai 18, 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM, sou randevou davans, epi lis sa a pral afiche tou nan biwo vòt la nan eleksyon manm konsèy edikasyon an. Yon defi pou yon bilten vòt bonè pa ka fèt sou baz ke votè a te dwe aplike pou yon bilten vòt absan.

Distri a te divize zòn eleksyon yo jan sa a:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 konsiste de tout zòn ki sitiye ant lès nan Post Road ak Post Avenue, nan sid ak nan lwès North Hempstead la - Oyster Bay Town Line, nan nò jiska Brush Hollow Road, Union Avenue rive School Street nan Old Country Road ak nan nò Old Country. Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 ROCKLAND STREET, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 konsiste de tout zòn ki sitiye nan lwès Post Avenue, Westbury ak Post Road, Old Westbury, lès nan Ellison Avenue ak nan nò Old Country Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DREXEL SCHOOL, 161 DREXEL AVENUE, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil North Hempstead, ki chita lès nan School Street ant Long Island Railroad ak Union Avenue ak Brush Hollow Road; tou sa chita ant Grand Boulevard ak fwontyè a lès nan distri a, nan nò Old Country Road ak nan sid Long Island Railroad la. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan PARK SCHOOL, 955 PARK AVENUE EAST, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil nan North Hempstead, ki chita nan sid Long Island Railroad e nan nò Old Country Road, lès nan School Street ak limite nan nòdès la pa Grand Boulevard. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DRYDEN SCHOOL, 545 DRYDEN STREET, WESTBURY, NEW YORK.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki pa anrejistre pou vote kounye a ka aplike pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org pou resevwa yon aplikasyon pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a pou Reyinyon Anyèl la 21 mai 2024. Votè ki nan Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon enskripsyon an pa lapòs, pa faks oswa pa lapòs elektwonik (imèl). Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou enskri a pa pi ta pase 5:00 PM nan 25 avril 2024. Rejis elektè yo prepare ak depoze nan biwo grefye distri a dwe enkli non tout elektè militè ki soumèt yon enskripsyon elektè ki valab. Yon elektè militè vle di yon elektè kalifye nan Eta New York ki nan sèvis militè aktyèl e ap, konsa, absan nan Distri a kote li kalifye pou vote nan jou enskripsyon an oswa eleksyon an oswa revoke/mete deyò nan sèvis militè nan 30 jou nan yon eleksyon oswa yon mari oswa madanm, paran, pitit oswa depandan votè nan militè si yon elektè kalifye nan Eta New York ak yon okipan nan distri lekòl la kòm vote nan militè yo, oswa pèsonèl militè k ap viv sou yon lakou militè nan yon distri lekòl nan Eta New York pou yon peryòd 30 jou imedyatman anvan eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki kalifye pou votè nan Distri a ka jwenn yon aplikasyon pou yon bilten militè lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa pita ke 5:00 PM nan 25 avril 2024. Votè Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon pou yon bilten militè ak bilten militè a pa lapòs, pa faks oswa imèl. Yo pral voye bilten vòt militè yo pa lapòs oswa distribiye otreman pa pita pase 26 avril 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten militè yo (1) anvan yo fèmen biwo vòt yo nan jou eleksyon an epi ki montre yon mak anilasyon nan sèvis lapòs Etazini oswa nan sèvis lapòs yon peyi etranje, oswa ki montre yon otorizasyon dat pou yon lòt ajans nan Gouvènman Etazini/ Ameriken oswa (2) pa 5:00 PM nan jou eleksyon an epi siyen epi gen date pa votè militè yo ak yon temwen ladan yo, ak yon dat ki detèmine yo dwe pa pita pase jou a anvan eleksyon an. Yon lis tout moun ki gen bilten militè yo te bay yo ap disponib pou enspeksyon nan elektè yo ki kalifye nan Distri a nan Biwo Grefye Distri a pandan lè biwo a ant 9:00 am a 4:00 pm, tan dominan, jouk jou eleksyon Distri Lekòl la ak Vòt la.

AVI SOU ENSKRIPSYON

AK PLIS AVI BAY ke; enskripsyon pèsonèl votè yo egzije swa dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon oswa dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an (Lwa sou Edikasyon yo). Si yon elektè anrejistre anvan dapre Seksyon 2014 Lwa sou Edikasyon an epi li te vote nan yon Reyinyon Distri Anyèl oswa Espesyal (eleksyon) ki te fèt pandan kat (4) ane kalandriye anvan yo, li kalifye pou vote nan eleksyon sa a; si yon elektè anrejistre epi kalifye pou vote dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an, li kalifye tou pou li vote nan eleksyon sa a. Tout lòt moun ki vle vote dwe enskri.

Okipan ki kalifye nan Distri a ap pèmèt yo enskri pou reyinyon distri lekòl yo ak eleksyon nan Biwo Grefye Distri a, ki nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 12:00 PM epi ant 2:00 PM ak 4:00 PM nan mèkredi lè lekòl la louvri kòmanse ak premye jou prezans elèv yo nan mwa septanm nan epi ki fini ak dènye jou prezans elèv yo nan mwa jen, ak ant 9:00 AM a 1:00 PM nan jou biznis regilye pandan mwa jiyè ak out. Dat final la pou enskri pou Reyinyon Anyèl la sou 21 mai 2024 se jedi 16 mai 2024 ant 9:00 am ak 12:00 pm epi ant 2:00 pm ak 4:00 pm.

Komisyon Konsèy Enskripsyon an ap rankontre, avèk Grefye Distri a, nan jedi 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo enskri tout elektè yo ki kalifye nan Distri a dapre sa a. Seksyon 2014 nan Lwa sou Edikasyon, yo ajoute nenpòt non adisyonèl nan Rejis la yo dwe itilize nan eleksyon an deja mansyone, nan ki tan nenpòt moun ki pral pèmèt li gen non li oswa li mete sou Rejis la, si nan reyinyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a yo rekonèt li oswa pwouve nan satisfaksyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a pèmèt yo vote nan eleksyon an enskri a prepare, nan kote sa yo:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 WESTBURY SCHOOL SCHOOL 455 Rockland Street, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 DREXEL AVENUE SCHOOL 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 PARK AVENUE SCHOOL 955 Park Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 DRYDEN STREET SCHOOL
545 Dryden Street, Westbury, New York

Touswit apre yo finn enskri a, yo dwe depoze li nan Biwo Grefye Distri a, kote nenpòt elektè ki kalifye pou Distri a dwe enspekte li ant 9:00 AM ak 3:00 PM (tan nòmal) sou chak nan senk (5) jou yo anvan jou a etabli pou Reyinyon Anyèl eksepte dimanch ak samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM ak nan biwo vòt la(yo) nan jou eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon Eta New York, Komisyon Enskripsyon an ak Grefye Distri a pral rankontre nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 Rockland Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 1 jan sa eksplike deja) ak DREXEL AVENUE SCHOOL, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 2 jan sa eksplike deja) ak PARK AVENUE SCHOOL, 955 Park Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 3 jan sa eksplike deja) ak DRYDEN STREET SCHOOL, 545 Dryden Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 4 jan sa eksplike deja) sou 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo prepare ENSKRI Distri Lekòl la pou reyinyon yo ak eleksyon ki te fèt apre Reyinyon Anyèl la ki te fèt nan 21 mai 2024.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre yon règ adopte pa Komisyon Konsèy Edikasyon an dapre Seksyon 2035 ak 2008 nan Lwa sou Edikasyon nan Eta New York, nenpòt referandann oswa pwopozisyon yo pou amande/chanje bidjè a oswa otreman yo dwe soumèt pou vote nan eleksyon sa yo, ki pa lalwa egzije yo dwe enkli nan avi legal la pou vòt la, yo dwe depoze nan Komisyon Konsèy Edikasyon an nan Bilding Administrasyon, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York sou oswa avan 22 avril 2024 a 5:00 pm (tan nòmal), yo dwe tape oswa enprime nan lang angle, yo dwe dirije nan Biwo Grefye Distri a, yo dwe siyen pa omwen vennsenk (25) elektè kalifye nan Distri a; e dwe mete non chak moun ki siyen. Nenpòt pwopozisyon kapab refize pa Komisyon Konsèy Edikasyon an si bi pou pwopozisyon se pa nan pouvwa votè yo, oswa ki kote depans la nan lajan an egzije nan pwopozisyon, si pwopozisyon a echwe epi pa enkli ladan espesifik afektasyon ki nesesè.

KALIFIKASYON POU VOTE NAN NENPÒT REYINYON NAN DISTRI LEKÒL LA

A. Yon moun dwe sitwayen Etazini.
B. Dizwit an oswa plis.
C. Dwe ap viv nan distri a pou yon peryòd trant jou oswa plis pou eleksyon kap vini an kote li pral vote.
D. Dwe anrejistre pou vote nan Nassau County oswa nan Eleksyon Lekòl yo.

Beverley Cathnott Grefye Distri a Komisyon Konsèy Edikasyon
Westbury Union Free School District
Towns of Hempstead and North Hempstead
County of Nassau
Westbury, New York

MOLEGHAF denonse Akò politik pou yon tranzisyon pasifik ak òdone a !



MOLEGHAF denonse Akò politik pou yon tranzisyon pasifik ak òdone a marande ak sitiyasyon sosyo-ekonomik katastwofik enperyalis meriken mete mas yo!

MOLEGHAF denonse Akò politik pou yon tranzisyon pasifik ak òdone a marande ak sitiyasyon sosyo-ekonomik katastwofik enperyalis meriken mete mas yo!

Yon lòt fwa ankò ansanm Òganizasyon ak pati politik, ki makonnen ak sosyete sivil anwo yo, san respè pou mas yo, drennen oprime yo nan yon twou san fon, ki pote non: Akò politik pou yon tranzisyon pasifik ak òdone.

Apre plis pase 13 lane dominasyon ak ekplwatasyon rejim politik neyodivalyeris PHTK a, ak enperyalis meriken, nan bay *KARIKOM* jwe wòl entèmedyè, renouvle pouvwa pati ak òganizasyon politik kriminèl sa yo. Li ofri yo tout privilèj ak avantaj posib pou kontinye ran pitit zantray manman libète a, Ayiti, soufri pi plis anba tray ak tribilasyon li yo. Konbyen tan pou konplo sa pran ankò?

Tout diskou ak revandikasyon *SALI PIBLIK* tonbe. Tout diskou ak revandikasyon pou te akouche yon tranzisyon *KOUPE FACHE* tonbe. Mas popilè yo twouve yo nan yon sitiyasyon kote se sèlman diskou enperyalis la, pou tanmen yon tranzisyon pasifik nan livre yo, ki rete sèl kòk chante nan moman an. Sa parèt klè tankou gout dlo lapli, ennmi mas popilè yo nan pwòp peyi l ; sa vle di, ennmi mas oprime yo al chita ak *KARIKOM* rasis pou kale yon tranzisyon separe gato sou baz pou misyon miltinasyonal sekirite yo antre nan peyi a.

MOLEGHAF pa dakò, sou nenpòt fòm, pou fòs okipasyon antre sou bout tè papa Dasalin lan. Kontrèman ak gwoup, Òganizasyon ak pati ki nan tranzisyon pasifik anba òdonans enperyalis meriken. Poutan, n ap kontinye afime pozisyon nou kont tout gwoup ame ki sou kontwòl boujwazi ak *CORE GROUP* k ap simen latwoublay, touye malere ak malerèz, ki fin pase tout mizè yo nan izin faktori, nan mache piblik, nan kanpe nan lari pou vann kichòy detaye menm sistèm k ap pwodui lanmò san kontwole yo. Sèl solisyon Mas yo se endiye epi revòlte anba prensip zansèt nou yo nan seremoni Bwa kayiman, ak Jan Jak Desalin nan Krètapyewo. Menmjan Papa Nasyon an Jan Jak Desalin te di : « *tout moun ki vle rete esklav sòti nan Fò a, tout sa ki vle mouri kòm moun lib rete nan bò kote l* ». Nan sans sa a, *MOLEGHAF* ap di tout gwoup ; Òganizasyon ak pati politik ki vle rete esklav CORE *GROUP* ak KARIKOM, se pou mas yo vomi nou. Tout òganizasyon ki vle kanpe djougan nan respekte eskanp figi yo, rete bò kote Mas yo.

Dekrè san koutcha, san fwa ni lwa, ki bay dènye kout siflè pou fòs okipasyon antre nan peyi a pandan Òganizasyon ak pati goch dwat yo koube anba dokiman kriminèl sa, pwouve klè se Konze yo ye. Istwa gen pou jije tout eleman dwat kostim goch, sosyalis ti boujwa ki te aksepte ale sou chimen *KARIKOM* lan pou likide peyi a ak tout espwa mas yo ki pa janm sispann fin rann bout souf yo anba kle kou enperyalis meriken ak alye li yo. Yon lòt fwa, Mas yo pran nan yon zak trayizon. Kreyon istwa pa gen gòm !

Nanpwen nouvote pou pèsòn k ap viv sitiyasyon katastwofik sa k ap bwase tout jèvrin klas moun ki pi mal yo. Dènye evènman san parèy *CORE GROUP* pwovoke nan dat 29 fevriye a, pa yon ze kale san kouve. Gwo monte sèn masak, lavichè, revokasyon ouvriye, travayè, fè dappiyanp sou tè peyizan, pa yon fè pwodui brit sou kou. Se tout yon ansanm revandikasyon pou chanjman lavi nan tout dimansyon koze a ki mennen kriz la la. Mobilizasyon malere ak malerèz nan Izin faktori yo pou akonpayman sosyal, salè, jouk patwon sa yo rive fèmen pòtay, epi voye yo lakay yo san pri avi, ki akouche kriz la nan tout nivo sa. Fò n pa bliye, se kout rèl peyizan san tè toupatou nan peyi a, pou denonse grif gwo envestisè miltinasyonal yo sou do yo, nan vòlè tè pou fè Izin endistri ki kale sa n ap viv la. Pou n fini sou rapèl sa, fòk nou sonje se rezistans mas defavorize yo, kont pwojè nèg ak fanm gwo zam lagè nan tout depatman lwès, zòn metwopolitèn lan, pou fè yo kouri kite espas kote yo fonde lavi sosyal, kiltirel, ekonomik yo a, ki rapousib kriz pikan kwenna sa a. Kouman yon Akò politik fè pa konsyan sou tout eta gravite sitiyasyon sa ye la, pou li pa tande ni ak wè, se retounen mas yo sou menm chimen maleng lan? Sou vwa demokrasi boujwa ki t ap toupizi oprime yo depi plis pase yon dizèn (10) lane. Se pase anba pye souvrènte ak oto detèminasyon pèp sa nan fè li vale san kraze enpozisyon yon misyon miltinasyonal sekirite pou vin mete chita pi byen enperyalis meriken nan peyi a, epi fè n aksepte ak vizyon, misyon tranzisyon an.

Boutofen, depi nan mwa janvye pou rive avril 2024, mas yo te deja ap fè yon veritab rezistans wòdpòte douvan yon enflasyon ki depase 22.9%. Chak jou anplis yo pa gen rapò ak lajan pou konbat monte pri sa y ap manje, bwè, abiye, san konte kote pou yo rete. Kondisyon vi yo vin pi malouk. Ouvriye yo, travayè yo, peyizan yo, ti machann yo, anndan yon kriz jeneralize. Pandan klas kapitalis anvayisè a fin febli pwodiksyon agrikòl ayisyen an ak redui yon bon mwatye nan peyizànri a, preske tout peyi a te blije plonje nan Izin faktori pou repwodui lavi yo.

Toutfwa pwodiksyon agrikòl ayisyen an paka kanpe sou anyen, peyizan yo pa te gen lòt chwa, livre yo bay boujwa yo epi depann manje kolonyal la. Sa ki lakòz malgre enkapasite sistèm lan, l ap chache fè envestiman pou kontinye kenbe menm mas oprime sa yo nan yon esklavaj san parèy. Malere ak malerèz yo paka rete nan kabann.

Depi douvan bren lè lanjelis bay do pou solèy leve fòk yo pete kouri pou rive nan pòtay Izin lan, pou al sove jounen travay la. Apre lè pou yo tounen lakay yo, tout fòs kouraj yo ki gentan fin epwize nan wouke anba machin Izin yo. Malgre tout kalkil, sa pa anpeche kondisyon lavi yo pa pi anvlimen. Si n ap konstate jounen jodia, preske tout Izin sa yo fèmen nan depatman lwès la.

Ouvriye ak travayè yo lage bra pandye. Chomaj la vin ogmante pi plis. N ap fè fas ak yon ogmantasyon lavi nan popilasyon yo ki san parèy. Pandanstan, genyen anpil moun k ap mouri tou paske yo paka reponn ak mizè fewòs sa a. Nan tout istwa lavi moun nan peyi Ayiti, jan tout moun ap konstate li a, se premye fwa mas yo rive desann nan yon pwen parèy. Kondisyon materyèl ak ekzistansyèl yo degrade. Kesyon moun lan vin pa gen okenn enpotans sou ti bout tè sa a.

Fas ak sitiyasyon trajik mas yo ap fè fas la, se pou yo endiye epi revòlte pandan *MOLEGHAF* ap kontinye gen yon sèl vizaj nan lit istorik la.

David Oxygène, Sekretè jeneral MOLEGHAF

Jistis pou Tousen Louvèti



Moniman Tousen Louvèti nan Fòdejou

Fatal Piard

Lè w kidnape m, ou koupe pye bwa libète a
Men l ap repouse paske rasin li yo anpil anpil…

Pawòl selèb Tousen

Mwen toujou sipliye moun yo angras pou yo sispann di Tousen mouri nan Fòdejou nan peyi Lafrans 7 avril 1803. Non non non paske se pa ni yon aksidan machin ki chavire avè l ki touye l. Se pa ni maladi pwennfèpa ki koupe souf li. Se pa avyon k te pote l la k sot tonbe k kraze plat miyèt moso ak li. Se pa bato k te pote l la ki ta kase dyòl li sou resif patannte ki ta fè l koule epi pou Tousen ta neye. Se wa Lafrans nan epòk la ki marinen gwo konplo pou sasinen Pye Mapou Libète a pou vale dènye gout san l.

Di dyab Lafrans yo bonjou y ap manje Tousen sou dan devan kanmenm. Pa di dyab Lafrans yo bonjou depi 7 avril 1803 yo te bwè dènye gout san Tousen nan twou chalimo mechanste ak vyolans rasis. Se te ak 2 ran dlo nan 2 grenn je Ayisyen te aprann move nouvèl ki te tonbe ki di Tousen Louvèti tonbe nan Fòdejou kote l te rive rann dènye gout souf li. Kòm nou sot di l la moun ki lonje pwent dwèt jouda l montre koulèv la se limenm ki sasinen l.

Enben pouki n bijo nan benyen toutouni pou n ta konprann nou kache twou lonbrik pou pesonn pa wè l ? En en, se pa vre. Depi w deside pou w benyen toutouni gwo lajounen, fòk tout lonbrik w ekspoze sou laplas piblik pou tout moun ka wè l. Sa a ta vle di 7 avril 2024 sa fè 221 lane depi Pye Mapou Libète a te rann dènye souf li Fòdejou apre l te fin pran plizyè kout rach mechanste nan epòk sa a.

Fòdejou sa a w tande se nan peyi Lafrans li ye. S ak pi grav la pou m pa di revòltan se menm blan èsklavajis chanpyon nan chanpyona jenosidè sa a yo ki pa menm wont vin pote Zezi bay pitit pitit Tousen yo. Wi se grav anpil pou 221 lane apre zak sasinay sa a se menm pitit kolon sanginè sa a yo ki gen baryè lib pou vin fware sèvo pitit pèp la nan fason yo rive pwograme nou nan lekòl kolonyal yo.

Nou sonje an 2004, 200 lane apre, se menm restan kolon kriminèl jenosidè yo ki te sasinen Tousen yo ki toujou reponn prezan kou dan devan nan demach pou te krache sou selebrasyon 200 lane libète. Sa k ka frennen lang yon moun pou ta anpeche l pike devan pou l di se wa Lafrans nan epòk la ki fè sasinen Tousen pou l te ka vale tout gout san l. Nan lokazyon 221 yèm anivèse lanmò pyebwa libète a ki se Tousen Louvèti li lè li tan pou n leve kanpe

Li lè li tan pou n gen kouray mande kareman pou jije memwa wa Lafrans nan epòk la ki te bay lòd mete nonm nan nan depo nan frijidè sa a. Èske wa kriminèl sa a ak tout san kè san fyèl sa a ki te voye l al mouri nan Operasyon Bwa Kale nan kondisyon sa a ? Epoutan an 2024 se menm fransè sa a yo ki gen doktora nan operasyon kriminèl omajiskil sa a yo ki bay tèt yo meday lò kòm chanpyon nan chanpyona respè dwa moun.

Kòm pwovèb la di l la mal chen ki te konn manje ze pou l kayèt depi l wè yon po ze fòk li santi l kan men. Yè fè 30 lane depi menm Lafrans sa a te kwaze bral kite Toutsi ak Outou yo youn sasinen lòt jis yo rive 1 milyon nan yo. Se depi kèk lane anvan Tousen te koumanse mennen gwo batay pou kase chenn lesklavaj la, men se misyon Zezi te bay blan èsklavajis yo yo se te kenbe n avi nan chenn lesklavaj.

Gwo avantaj Lafrans ak tout lòt peyi jenosidè yo genyen kraze Ayiti ak disparèt mas pòv yo se 2 pi gwo grenn misyon krèy dye Izrayèl yo ba yo. Alòs nan lokazyon 221 yèm lane depi blan fransè malfèktè te sasinen Tousen gwo jounen, nou menm Ayisyen ki pa gen rès chenn lèsklavaj la makònen sèvo n, nou mande jistis pou Tousen. Nou menm Ayisyen konsekan ki dakò n se bon jan rasin pye bwa libète a se yose n gwo deva memwa pou n mande jistis pou Tousen.

Mande epi rive jwenn jistis pou Tousen ki se Pye Mapou Libète a se yon bòn aksyon sivik ki gen pou de gwo objektif. Premye a se kontinye bay ochan pou memwa Tousen Louvèti ki se Pye Mapou Libète a ki merite piplis ke sa. Dezyèmman se di Lafrans nan boul figi l li manti kou chen l pa okenn defansè dwa moun. Okontrè l merite diplòm kòm pi gwo kadejakè sou dwa moun sitou sou pil zansèt nou yo l te sasinen nan chenn lesklavaj.

Lè tout pitit pitit Tousen yo gen kouray pou n gade Lafrans nan je pou n mande l jistis pou Pye Mapou Libète a se rive demaske kouch penti ipokrizi ak kagezon mechanste ki nan boul figi blan kolon jenosidè yo ki te konn plede mache fè kwè yo se defansè dwa kretyen vivan. Rive fè Pye Mapou Libète a jwenn jistis se yon fason pou mande Lafrans remèt tout milya yo te fè nan peze gòjèt nou pou te fè n peye pou lendepansans la.

Rive fè Pye Mapou Libète a jwenn jistis se mande reparasyon pou tout zak briganday zenglendo ak kriminèl Lafrans yo te fè nan peyi a epi rekonpanse Zansèt nou yo pou tout sakrifis yo te fè pou te pèmèt nou egziste kòm premye Pèp Nwa ki se manman ak papa Libète tout pèp nwa sou tout latè ak yon istwa ki san parèy. Se vre memwa tout zansèt nou yo merite bèl ochan paske yo te travay pou sa.

Pwofesi Pye Mapou Libète a dwe ateri jounen di a. 221 lane apre wa Lafrans te deside pase lòd pou bay Tousen Bwa Kale nou menm ki konsyan sou sa, nou kanpe sou de pye militè n pou n mande Jistis ak Reparasyon pou Pye Mapou Libète a. Jistis, Jistis, Jistis pou Tousen Louvèti. Jistis Jistis, Jistis pou Pye Mapou Libète a.

République Dominicaine : Grande polémique après l'interdiction de transporter des Haïtiens



Darío Solano, secrétaire général de la Route de l'esclave de l'UNESCO



Les conducteurs sociaux-chrétiens soutiennent le nouveau système de transport

Par Stephanie Andújar

En République dominicaine, la décision d'un syndicat des transports d'interdire aux citoyens haïtiens d'utiliser ses unités a suscité une vive controverse.

Il est strictement interdit aux bus de la Fédération nationale des travailleurs chrétiens des transports sociaux, qui se rendent dans les différentes provinces limitrophes d'Haïti, de transporter des ressortissants de ce pays, que leur statut d'immigration soit légal ou qu'ils soient sans papiers.

Les organisations de défense des droits des immigrés condamnent cette disposition et la qualifient de raciste et contraire au respect des droits de l'homme.

Le secrétaire général de la Route de l'esclave de l'UNESCO, Darío Solano, a déclaré que « *ne pas faire monter des ressortissants haïtiens dans leurs bus est aberrant et viole la dignité humaine* »

Parmi les citoyens, la décision et la demande d'interdire aux citoyens du pays voisin de monter à bord des unités de transport interurbain sont également un sujet de controverse.

Chaque jour, un nombre important de citoyens haïtiens se déplacent entre les villes dominicaines proches de la frontière avec le pays voisin.

Jusqu'à présent, aucun groupe, à l'exception de la Fédération nationale des travailleurs chrétiens des transports sociaux, n'a interdit aux ressortissants haïtiens de monter à bord de leurs bus.

HispanTV 14 avril 2024

Condamner un peuple à la faim est la pire des atrocités

Par André Charlier

Tu as semé le vent, tu récolteras la tempête...

Sa gen pou l fini
Lannwit la gen pou l bout
Vle pa vle
Sole pral leve...

Interdire à un Premier Sinistre incapable, laquais de l'impérialisme, de rentrer dans "son" pays (deyò, deyò nèt!) est probablement une première dans l'histoire mondiale. Le peuple Ayisyen n'a pas fini d'étonner...

Naturellement, les princes qui nous gouvernent (par Tweet, incroyable mais vrai!) en ont profité pour tomber à bras raccourcis sur Barbecue, l'accusant même de cannibalisme! Tout le monde sait que Le Nègre Cannibale est une insulte récurrente de la propagande coloniale... et que Barbecue tient son surnom du fait que sa maman vendait de la viande grillée. Mais tous les moyens sont bons pour salir un homme qui a compris que seule une révolution, une vraie, sauverait Ayiti.

Il n'a qu'un seul tort: celui d'avoir raison.

La violence des opprimés est la conséquence directe, ou mieux le produit, de celle des oppresseurs. La rage des pauvres provient de la richesse indécente et insolente des sacs à dollars. Et si les révolutions sont toujours violentes, c'est parce que les puissants de ce monde veulent toujours tout avoir, et ne laisser au peuple que la faim et le désespoir.

Et qu'ils recourent toujours, en dernière analyse, aux armes, pour défendre leurs meurtres, leurs vols et leurs viols séculaires, leurs dénis de justice, leurs transgressions et leurs oppressions, sous prétexte que les opprimés, ayant enfin identifié les auteurs de leur misère, recourent au seul argument que ces sourds entendent: le sifflement sinistre et meurtrier des balles.

La guerre est cruauté et vous ne pouvez pas la raffiner, a dit le général américain William Tecumseh Sherman, un homme qui savait de quoi il parlait, ayant éviscéré le Sud esclavagiste. Et notre père fondateur Jean-Jacques Dessalines, avant lui, n'avait pas affirmé autre chose dans son laconique *Koupe tèt boule Kay*... La guerre ne se fait pas dans la dentelle, et les guerres civiles sont toujours les plus impitoyables, les plus féroces, les plus cruelles.

Que les opprimés, lorsqu'ils se soulèvent, commettent des crimes et des exactions, provient de tous les crimes, de toutes les exactions que des oppresseurs insensibles et inhumains leur ont fait subir depuis des générations. Dont la pire: la faim.

Essayez de passer une semaine sans manger, et vous comprendrez ce que je veux dire.

La faim est une grande menace, une grande violence contre un peuple



Un homme traverse Cité Soleil, l'un des quartiers les plus pauvres de la capitale haïtienne. La violence des opprimés est la conséquence directe, ou mieux le produit, de celle des oppresseurs.

Transition en Haïti, un dossier politique pour la Caricom !



Négociations de la Caricom sur Haïti en présence d'Anthony Blinken sur la gouvernance de transition

Par Catherine Charlemagne

(1re partie)

Pour comprendre ce qui se joue depuis l'annonce officielle de la démission du Premier ministre Ariel Henry, le 11 mars 2024, depuis San Juan à Porto Rico, et que plus d'un mois après le pays est toujours sur pilotage automatique, il n'est pas sans intérêt de revenir sur l'attitude des acteurs de l'opposition, ceux détenant jalousement les rênes du pouvoir et la CARICOM qui entend réussir son premier grand coup politique sous l'impulsion des Etats-Unis d'Amérique. En effet, dans le dossier haïtien, la Communauté des États de la Caraïbe ou Communauté Caribéenne, à travers son Groupe d'Éminentes Personnalités (GEP), n'entend certainement pas s'avouer vaincue. Après chaque échec dans les pourparlers que ces personnalités mènent avec les protagonistes de la crise haïtienne en vue de trouver un Accord sur la Transition, elles font preuve de persévérance dans leur mission et ayant toujours assez de ressources pour rebondir à chaque fois. C'est ce qu'elles avaient prouvé après l'échec de leur troisième mission en moins d'une année en Haïti.

Les trois émissaires de la CARICOM formant le GEP qui séjournaient du 8 au 14 novembre 2023 à Port-au-Prince sans arriver à organiser une séance plénière avec l'ensemble des acteurs de la Transition étaient revenus à la charge. Et de quelle manière ! Alors que tout le monde y compris les protagonistes de la crise s'attendaient à une pause le temps de poursuivre les discussions en petit comité, le GEP, composé des anciens Premiers ministres Dr Kenny D. Anthony (Sainte Lucie), Perry Christie (Bahamas) et Bruce Golding (Jamaïque), avait surpris toutes les parties en soumettant aux acteurs sociopolitiques pour examen une Proposition d'accord de sortie de crise. Les Éminentes Personnalités de la CARICOM avaient estimé que c'était là leur dernière offre, dans la mesure où le document qu'elles soumettaient à la discussion prenait en compte la quasi-totalité des propositions de tous les belligérants durant toutes les périodes des pourparlers. Lorsqu'on a lu et relu, en effet, cette Proposition d'Accord, l'on est stupéfait de découvrir les similitudes entre différents projets d'Accord qui ont été mis sur la table par l'ensemble des parties en conflit.

Certes, les Éminentes Personnalités de la Communauté caribéenne avaient apporté des ajouts et quelques correctifs dans les propositions susceptibles de retourner le cœur des plus radicaux des oppositions et du gouvernement. N'empêche, il faudra bien reconnaître que les émissaires avaient fait de leur mieux pour porter les acteurs à s'asseoir ensemble pour une fois. D'emblée, les Envoyés spéciaux de la CARICOM insistaient sur un point, celui portant à faire ressortir que cette Proposition ne vienne pas d'eux mais qu'il est le résultat ou le fruit de longues discussions avec les représentants de toutes les parties. « *Au cours des cinq derniers mois, le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM (GPE), dans un cadre de respect mutuel, a eu des discussions intensives avec le Premier ministre d'Haïti, des Représentants des signataires du Consensus National pour une Transition inclusive et des élections transparentes, des Représentants de la Déclaration conjointe de Kingston, ainsi que des représentants de la Société civile, y compris les femmes, du Secteur privé et de la Communauté religieuse* », notent-ils en forme d'introduction.

Or, à quelques exceptions près, aujourd'hui l'on retrouve presque tout ce beau monde dans le Conseil Présidentiel de Transition (CPT). A remarquer qu'ils n'ont pas cité nommément les signataires de l'Accord de Montana, ni le Front Uni pour une sortie de crise efficace et durable, ni le Collectif 30 janvier, etc. Il y a une raison à cela, voire plusieurs. Prenons-en deux. Premier point, même nous, en tant qu'observateur politique haïtien et qui suivons au jour le jour l'évolution des mouvements et structures politiques dans le paysage politique d'Haïti, on est parfois perdu. On a du mal, même à s'y retrouver. La confusion est totale et c'est cette sorte de cafouillage qui rend peu crédibles les dirigeants et leaders politiques haïtiens devant la Communauté internationale.

Ils n'arrivent pas à constituer de véritables forces politiques d'opposition, pas forcément unies, mais plus au moins identifiables. Le second point est encore plus critiquable. Les partis et organisations politiques et leurs dirigeants sont trop mouvants. Trop gazeux. Trop passe partout. Aujourd'hui, pas grand monde ou personne, à part les initiés, ne sait avec certitude quelle différence il y a entre le Front Uni, le Collectif 30 janvier, la *Déclaration conjointe de Kingston* et l'Accord de Montana. Le problème vient du fait qu'on retrouve pratiquement les mêmes personnes dans tous ces regroupements. Des signataires de Montana au Front Uni, des membres de Front Uni à la *Déclaration conjointe de Kingston* ou encore des membres du Collectif 30 janvier naviguant aisément dans les eaux de Front Uni, un vrai méli-mélo politique dont le résultat ne fait qu'affaiblir leur potentialité et leur capacité à s'opposer efficacement au pouvoir qui est toujours en place en dépit des apparences.

Cette manque de cohérence idéologique et philosophique ne peut que profiter à l'équipe du Premier ministre démissionnaire qui, elle aussi, se construit autour d'un socle que rien ne lie sur le plan politique à part profiter de l'instant présent, c'est-à-dire, des avantages du pouvoir le temps qu'ils ont les commandes des leviers. Ainsi, si des têtes de pont comme l'Accord de Montana, Collectif 30 janvier et autres n'ont pas été clairement identifiés par les émissaires de la CARICOM dans le document proposé en guise d'Accord, cela est dû à l'éparpillement des personnalités et dirigeants de ces structures pourtant bien mieux organisées que la plupart de groupuscules qu'on retrouve un peu partout et qui font partie du Conseil Présidentiel de Transition que la CARICOM essaie de mettre en place depuis plus d'un mois. Revenons à la Proposition d'accord remise aux acteurs politiques et de la Société civile qui devait produire, à n'en pas douter, d'intenses débats dans le milieu politique.

Regardons quelques-unes de ces propositions. Comme on l'a dit plus haut, reprenant l'essentiel des dernières propositions de l'Accord de Montana, naturellement avec quelques nuances, les Éminentes Personnalités de la CARICOM voulaient être pragmatiques et consensuelles. Pour faire simple, on a souligné pour vous les six principaux points du texte soumis aux discussions. Les émissaires proposaient : (1) Une Transition de 18 mois à compter de la signature de l'Accord et de l'entrée en fonction de la nouvelle équipe. (2) Un Conseil de Transition (CT) de 7 membres avec des pouvoirs présidentiels donc un chef de l'Exécutif. (3) Que le Premier ministre Ariel Henry reste à la Primature. (Les américains l'ont démissionné depuis). (4) Création d'un OCAG (Organisme de Contrôle de l'Action Gouvernementale). (5) Formation du Conseil Electoral Provisoire (CEP). (6) Création d'un Conseil National de Sécurité (CNS). Maintenant, voyons dans les faits comment devrait appliquer ce nouvel organigramme et le rôle de chacun de ces organismes selon la compréhension des Éminentes Personnalités de la CARICOM, sans que personne ne doute un instant de l'assentiment de Washington.

Selon le document, pour être efficace, la durée de la Transition ne peut pas être moins que 18 mois. D'ailleurs, selon les émissaires, c'était aussi l'avis de la majorité des acteurs haïtiens. C'est le temps nécessaire, estiment les concepteurs du projet, pour être réaliste. Elle prendra effet dès la signature de l'Accord par l'ensemble des protagonistes de la Transition. Rappelons que c'est en effet la durée que proposa l'Accord de Montana avec son Collège présidentiel (CP) mais avec une prolongation pouvant aller jusqu'à 24 mois, pas plus. D'après le document soumis pour examen, le Conseil de Transition (CT) de 7 membres remplacera l'actuel Haut Conseil de la Transition (HCT) de 3 membres que préside Mirlande H. Manigat. Ce Conseil de Transition deviendra, en fait, le Pouvoir exécutif en binôme avec le Premier ministre afin de garder l'esprit et le caractère constitutionnel du pouvoir. *« Le Conseil de Transition sera composé de sept (7) membres, dont quatre (4) issus des partis politiques, un (1) du Secteur privé, un (1) du Secteur religieux et un (1) de la Société civile. Le Conseil de Transition sera doté de pouvoirs présidentiels dans la mesure où cela est possible, conformément aux normes et à l'esprit de la Constitution.*

Il contribue à garantir la bonne gouvernance en travaillant en collaboration avec le Premier ministre et le Conseil des ministres pendant la période de Transition pour assurer l'amélioration des conditions socio-économiques de la population, la fourniture de la sécurité et des services de base, la protection des droits de l'homme et la promotion de la règle de loi et de la responsabilité, les réformes et la création d'un environnement politique favorable à l'organisation et au déroulement des élections le plus tôt possible. Le Conseil de Transition ainsi formé assure l'existence d'un exécutif bicéphale conforme aux normes et à l'esprit de la Constitution. Ces pouvoirs exécutifs comprendront : contresigner avec les membres du gouvernement les arrêtés et les décrets ainsi que l'ordre du jour du Conseil des ministres; nommer un Conseil Électoral Provisoire (CEP) dans l'esprit de l'article 289 de la Constitution et fixer la date des élections sur la base de l'avis technique du CEP, qui sera ensuite publié dans Le Moniteur; présider le Conseil National de Sécurité (CNS).

En collaboration avec le Premier ministre, définir et établir un Gouvernement d'entente nationale, mettant l'accent sur l'inclusion. Le Conseil de Transition fonctionnera de manière collégiale sous la direction d'un Président désigné par ses membres. Il exerce un contrôle sur les domaines stratégiques d'action prioritaire du gouvernement de Transition : la bonne gouvernance, le rétablissement de la sécurité, la tenue d'élections libres, équitables et inclusives, l'aide humanitaire, la relance économique et la réforme constitutionnelle et institutionnelle. » Comme on peut le voir, ce Conseil de Transition - aujourd'hui appelé Conseil Présidentiel - était déjà prévu pour être le véritable chef du Pouvoir Exécutif même si ces sept (7) membres devraient partager les prérogatives de l'Exécutif avec le chef du gouvernement. Quand on lit les propositions de Montana qui a toujours opté pour un Exécutif bicéphale, l'on est pratiquement dans les mêmes schémas institutionnels de ce qu'avaient proposé les émissaires. La seule différence, Montana avait expliqué les mécanismes selon lesquels les membres du Collège présidentiel de cinq (5) membres pourraient être nommés.

En revanche, la CARICOM était en total désaccord avec la plupart des regroupements politiques sur le maintien ou non de l'ex-occupant de la Primature à la tête du Gouvernement d'Entente Nationale de cette Transition nouvelle formule. *« Pendant cette Transition, le Premier ministre Ariel Henry reste à la Primature »* proposaient les émissaires. C'était vraiment un gros point d'achoppement avec une très grande partie des oppositions et la quasi-totalité de la population qui ne jurèrent que par la démission du chef de la Transition. Si les discussions allaient être plus hardies entre les Éminentes Personnalités et les protagonistes haïtiens, en tout cas, entre des dirigeants qui prônaient le départ d'Ariel Henry, notamment, Dr Claude Joseph dirigeant de EDE et dans une certaine mesure le Président du PHTK Line Balthazar, c'était sur ce point crucial : maintien ou départ d'Ariel Henry. En ce qui concerne l'organe de contrôle des actes et actions du Pouvoir exécutif, dans l'ensemble les émissaires n'avaient pas été très loin pour définir ses prérogatives vis-à-vis de la société.

Ils avaient pratiquement fait un copier/coller de ce qu'avaient déjà proposé diverses organisations et structures politiques, entre autres, les signataires de l'Accord du 21 décembre, c'est-à-dire, les amis du Dr Ariel Henry. En effet, la CARICOM avait prévu qu'il y ait différentes entités de la société dans cet organe de surveillance. *« Le GEP propose la formation de l'Organisme de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG) pour garantir que les règles et procédures administratives soient strictement appliquées et qu'il y ait une transparence dans la prise de décision et les actions du gouvernement. Il sera composé de 15 Représentants d'organisations de la Société civile, d'associations socio-professionnelles et d'associations régionales représentatives de la société haïtienne incluant les femmes et les jeunes, tous nommés par le Conseil de Transition.* » Pour ce qui est du Cabinet ministériel, le Groupe d'Éminentes Personnalités n'avait point oublié de spécifier les modalités pour former ce gouvernement qui, selon elles, devrait être un Gouvernement d'Entente Nationale.

Pour y arriver, la CARICOM préconise la convergence de différentes entités : *« Le Premier ministre, le Conseil de Transition, les signataires de l'Accord du 21 décembre, de la Déclaration conjointe de Kingston et des acteurs de la Société civile travailleront conjointement pour mettre en place le gouvernement. »* Dans la foulée, le GEP, avait suggéré que les nouvelles autorités de la Transition reprennent le projet constitutionnel du feu Président Jovenel Moïse. Le document prévoit que le *« Conseil de Transition procédera à la nomination d'une Commission de Réforme Constitutionnelle. »* Pour les deux autres points abordés ici, le consensus devrait être trouvé facilement s'agissant de la formation du CEP et la création d'un nouvel organe étatique relatif à la sécurité publique et de la population. Les énoncés ne sont pas contraires à ce que proposent déjà plusieurs formations et partis politiques des oppositions avec seulement une petite nouveauté, l'arrivée des jeunes au sein du CEP. On peut lire, en effet, *« Un Conseil Électoral Provisoire (CEP) sera nommé par le Conseil de Transition en consultation avec le Premier ministre, guidé par la lettre et l'esprit de la Constitution. Il doit y avoir au moins trois (3) femmes parmi les neuf (9) membres sélectionnés ainsi qu'un représentant des jeunes au Conseil.*

Le Conseil aura pour objectif majeur l'élaboration d'une feuille de route électorale détaillée pour l'organisation d'élections générales visant à renouveler les institutions politiques du gouvernement. » Il reste la question de la sécurité du pays et la protection de la population qui sont des sujets majeurs et récurrents de ces dernières années surtout depuis l'installation du Premier ministre de la Transition, Ariel Henry, se trouvant actuellement en Californie sans qu'on ne connaisse

suite à la page(16)



Premier ministre de la Transition, Ariel Henry, se trouvant actuellement en Californie sans qu'on ne connaisse son statut légal.

Washington Insiders Contemplate Troops and Mercenaries to Guard Haiti's Unpopular Proposed Presidential Council



Despite a court order stopping their deployment, Kenyan cops are still planning to fly to Haiti to lead the Multinational Security Support Mission (MSS) devised by Washington.

by Travis Ross

(The first of three parts)

One thing is for sure.

Haiti's new Transitional Presidential Council (TPC), hatched on Mar. 11 in Kingston, Jamaica by U.S. Secretary of State Anthony Blinken with the assistance of three Washington-centric CARICOM leaders, is hugely unpopular with the Haitian people.

This is because TPC members all had to agree to yet another foreign military occupation of Haiti, the third in 30 years.

This occupation is not even overseen by the UN Security Council, which supervised the 1994-2000 and 2004-2019 occupations.

Kenyan Police would putatively lead this third invasion called the "Multinational Security Support Mission" (MSS), sanctified by UN Security Council Resolution 2699. Everyone knows, however, that Washington would be calling the shots behind the scene.

Current de facto Prime Minister Ariel Henry invited the MSS, but he has now been pushed out of power. He has agreed to resign once Washington puts in place seven voting TPC members, but how to do so when the Haitian people reject the MSS they are also peddling?

On Mar. 13, 2004, U.S. Ambassador to Haiti James B. Foley (left) leads a delegation of U.S. General Richard B. Myers during his visit to Haiti to inspect the U.S. troops deployed there.

As a result, former U.S. ambassadors and deep-state "think tanks" are formulating their proposals for how Washington can organize yet another force – either U.S. troops or mercenaries – to guard the TPC so it can be installed and invite the MSS.

Washington's ultimate goal is to install an elected (in truth, selected) Haitian president who will sign onto the Global Fragility Act (GFA), a 10-year bilateral deal that would base U.S. troops in the neocolony.

Opposition to the TPC and MSS

Many Haitian activists and their anti-imperialist allies reject the TPC and its concomitant MSS.

Harry Comeau, a retired civil servant and member of the Haitian diaspora based in New York and Florida, was critical of the TPC's formation and composition, stating on X that the "Council of Sages was a U.S.-appointed unelected group of prominent elite Haitians who supported the 2004 coup d'etat. The 2024 Presidential Council is a U.S.-supported nine-member ruling council. The U.S. is the common denominator of this new scheme which will also fail."

Haitian American Professor Jemima Pierre concurred, describing the TPC on X as "U.S. concocted" and adding that a "political (comprador) bourgeoisie handpicked by the U.S. is not a 'Haitian-led' solution."

Haiti Liberté director Berthony Dupont wrote that the "traditional Haitian political figures... have flocked" to the TPC because they "all have the same class instincts and nurse from the same imperialist teat."

"After taking part for over two years in fruitless negotiations," he wrote, "this pack of scoundrels is too happy to take part in imperialism's charade... The U.S. is now simply turning to other instruments in its arsenal for controlling Haiti."

Brian Concannon, director of the Institute for Justice and Democracy in Haiti (IJDH) commented that the "proposed MSS may be the most ill-considered mission in the long history of ill-considered armed foreign interventions." In response to Washington and CARICOM's condition that TPC members accept the MSS, he said "a government allowed to form only if it accepts a U.S.-imposed occupation force originally designed to prop up a hated, repressive government is not sovereign."

In a recent statement, the Black Alliance for Peace (BAP) denounced CARICOM for "working in collaboration with Western imperialists to deny the Haitian people their national sovereignty and collective self-determination." BAP condemned CARICOM for continuing "to betray the people of Haiti – in their support of western intervention, through select states' choice to send troops to Haiti, and by including western imperialists in 'negotiations' to which popular Haitian movements and organizations were not invited."

Echoing the sentiments of many Haitians inside Haiti, the political organization MOLEGHAF said in a statement published in *Haïti Liberté* that a "transition under the dominance of American imperialism" is a pact that will result in "the death of the masses."

Jimmy Cherizier, spokesperson for the G-9 and *Viv Ansamn* (Live Together) coalitions, also opposes the MSS, warning that its deployment will result in bloodshed. "I believe that if Kenyans come here, it is to massacre the poor, because that is the order they will receive from the oligarchs and corrupt politicians ," he said. On Aug. 17, 2023, In a press conference, Cherizier said Haitians would fight "until their last drop of blood" against a foreign invasion..

What is the Status of the TPC Today?

Haiti's journal of record, *Le Moniteur,* formally decreed the TPC on Apr. 11. The decree allows Henry to make "necessary arrangements" before the nine-member TPC (there are two observer seats for "civil society" and the "religious sector") is actually installed. According to a Reuters report, the members must then "participate, **in agreement with the prime minister**, in the formation of an inclusive ministers' cabinet."

The Apr. 11 decree does not name of the seven voting members. That will be done by a second decree.

However, here are the seven voting TPC representatives as they currently known: **Fritz Alphonse Jean** of the Montana Accord group; **Leslie Voltaire** of Fanmi Lavalas; **Louis Gérald Gilles** of the December 21 Agreement political group, allied with Ariel Henry; **Laurent Saint-Cyr** with the private sector (former member of Henry's transitional council (HCT) and Haitian Chamber of Commerce president); **Edgard Leblanc Fils** who represents the January 30th Collective (a coalition of political parties); **Emmanuel Vertilaire** with the Pitit Desalin party; and **Augustin Smith** with the EDE/RED political sector.

All these TPC members had to agree with the criteria outlined in a Mar. 11 CARICOM statement which excluded "anyone who is currently on a charge, indictment or has been convicted in any jurisdiction; anyone who is under UN Sanction; anyone who intends to run in the next election in Haiti; [and, most importantly] anyone who opposes the UN Security Council (UNSC) Resolution 2699."

These criteria were set during a "high level" meeting in Kingston between Anthony Blinken, CARICOM representatives, as well as representatives from Brazil, Canada, France, Mexico, and the UN. Haitian representatives were not present.

The Organization of American States (OAS) Permanent Council also recently passed a resolution entitled "Support for a democratic transition in Haiti" to buttress the TPC. This support was predictable as the OAS is a member of the CORE group, a coalition that also includes ambassadors of Brazil, Canada, France, Germany, the European Union, Spain, the U.S., and the UN Secretary-General's Special Representative.

How to Install the Unpopular TPC

The foremost hurdle the TPC faces is its lack of credibility and popularity. Therefore, there is debate within Washington's Beltway on how to protect this project so it does not suffer a fate similar to that of Henry.



Haiti's Transitional Presidential Council has nine members, but only seven can vote.

The first proposal appeared in a racist op-ed against Haitians published in the *Washington Post* by former U.S. ambassador to Haiti James B. Foley (2003-2005). He described "Haiti's dysfunction" as a "permanent condition that continues to force itself upon the agenda of American policymakers." Foley oversaw the U.S., Canadian, and French-led second coup d'etat against democratically elected president Jean-Bertrand Aristide, as well as over a thousand other elected representatives from his *Fanmi Lavalas* party.

Foley, lamenting that Washington must "once again" try to "piece together a transitional political arrangement" in Haiti, explains that the U.S. must provide "military cover" to install the new TPC into power. Once this military intervention has successfully installed the TPC in power, "the United States could rapidly hand security responsibility over to the international community, anchored by" the MSS, Foley explained.

We can call Foley's proposal the overt U.S. intervention.

But a more disguised invasion is proposed by the United States Institute for Peace (USIP) in a piece entitled "What a Transitional Government in Haiti will Require to Succeed" by Keith Mines and Nicolás Devia-Valbuena. The duo explain that the TPC's "establishment would allow for the entry of a multinational security force," in other words the Kenyan-led MSS. They recognize that this plan is "fraught with challenges," explaining that the TPC "will only be able to take power if it is escorted by a robust personal security force."

Mines and Devia-Velbuena don't consider Haitian National Police (PNH) special forces as a viable option.

They also think that the TPC members can invite the Kenyan force but not rely on it for their own security. The TPC, they write, "would help the force gain legitimacy in Haiti, not be something it would need to physically protect."

For that, Mines and Devia-Velbuena propose that a "more reasonable arrangement might be for a privatized security force to be contracted to provide protection to the new government, while the MSS continues to restore security more broadly across the country in support of the beleaguered" PNH.

Propping up unelected leaders in Haiti and Venezuela

Mines currently serves as USIP's Vice President for Latin America. He claims 32 years of diplomatic and military service, including serving as Director of Venezuelan and Andean Affairs at the U.S. State Department from 2017-19.

In this role, Mines led "a 30-person inter-agency team with the mission of restoring democracy to Venezuela." In other words, he sought to topple the democratically elected government of President Nicolas Maduro, including a crippling sanctions regime followed by an attempt to install Juan Guaido as Venezuela's interim President.

The devastating effects of the sanctions regime enacted under Mines' strategy were then blamed on Maduro's government. The U.S. State Department proposed a pathway to "restore democracy" in Venezuela" by "means of a peaceful, democratic transition" calling for "a broadly acceptable transitional government to administer free and fair presidential elections, and lay out a pathway to lifting Venezuela-related U.S. sanctions." In other words, the sanctions would only be lifted once Washington's selected leader was leading the government.

suite à la page(16)

LE CRIME CONTRE LA PAIX
FRANÇOIS



Angela Merkel et François Hollande en train de mentir à Vladimir Poutine.

Par Thierry Meyssan

Une polémique a été ouverte à propos de mes analyses sur la responsabilité personnelle de l'ancienne chancelière Angela Merkel et de l'ancien président François Hollande dans l'actuelle guerre en Ukraine. Mes confrères assurent que j'ai tout inventé et que ces deux personnalités sont innocentes. Je ne ferais que colporter de la désinformation russe. Cette controverse n'est pas anodine : mes contradicteurs essaient de blanchir nos dirigeants politiques, ce faisant ils servent la narration occidentale de la guerre en Ukraine et la justifient.

Voici donc les faits et les documents sur lesquels je m'appuie. À vous de juger.

Quelques confrères de grands médias ont lancé une polémique à propos d'un extrait d'une conférence que j'ai donné à Colmar, le mois dernier [1]. Ils contestent ce que j'ai exposé sur la responsabilité personnelle de l'ancienne chancelière Angela Merkel et de l'ancien président François Hollande dans l'actuelle guerre en Ukraine.

Voici donc, en détail, les faits que j'ai rapportés et qu'ils nient.

Des crimes contre la paix

Le président Hollande a accordé à Paris une interview à Théo Prouvost du *Kyiv Independent*, le 28 décembre 2022 [2] que mes contradicteurs confondent avec le sketche des humoristes russes Vovan et Lexus qu'il a inspiré [3]. Il y affirme se reconnaître dans les propos tenus, quelques jours plus tôt, par l'ex-chancelière allemande, Angela Merkel, au *Zeit* [4]. Elle y déclarait avoir signé les accords de Minsk, non pas pour protéger les populations du Donbass et mettre fin à la guerre que leur menaient les autorités de Kiev, mais pour leur donner le temps de s'armer. François Hollande confesse explicitement : « Oui, Angela Merkel a raison sur ce point. Les accords de Minsk ont arrêté l'offensive russe pendant un certain temps. Ce qui était très important, c'était de savoir comment l'Occident utiliserait ce répit pour empêcher toute nouvelle tentative russe ».

La « tentative russe » dont il parle est, non pas l'envoi par Moscou de troupes russes, mais l'initiative privée du milliardaire Konstantin Malofeïev d'envoyer des cosaques soutenir les populations du Donbass comme il l'avait fait pour les Serbes de Bosnie.

Les propos d'Angela Merkel et de François Hollande ont été confirmés par le secrétaire général du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine, Oleksiy Danilov, qui vient de démissionner, il y a trois semaines, après avoir insulté l'envoyé spécial chinois [5].

Les accords de Minsk ont été négociés en deux temps : Le premier protocole a été signé, le 5 septembre 2014, par l'Ukraine, la Russie et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les gouverneurs des oblasts de Donetsk et de Lougansk l'ont également paraphé. À cette époque, ces oblasts, quoique dénommés « Républiques » comme les anciennes régions soviétiques, n'ambitionnaient pas leur indépendance. Ce protocole institue un cessez-le-feu, une libération des otages, un retrait des troupes de part et d'autre, y compris les cosaques de Konstantin Malofeïev, et une amnistie générale. Il prévoit également une décentralisation des pouvoirs, des élections locales et un dialogue national.

Pourtant pas grand-chose ne se passa, hormis le retrait des cosaques de Konstantin Malofeïev, à la demande pressante du président russe, Vladimir Poutine, qui voyait d'un mauvais œil un oligarque moderne se comporter comme un grand-duc de l'époque tsariste.

Le second protocole fut signé six mois plus tard, le 11 février 2015. Les négociations se déroulèrent sous la responsabilité de l'OSCE, toujours entre Kiev, Donetsk et Lougansk. Cette fois, l'Allemagne, la France et la Russie se portèrent garants de son application (« format Normandie »). Il comporte à peu près les mêmes dispositions que le premier protocole, qu'il précise plus en détail. Surtout, il indique que la décentralisation, qui n'a pas eu lieu contrairement à ce qui était convenu, devra s'opérer par le biais d'une réforme constitutionnelle.

La Russie craignait que ce second protocole ne soit pas plus appliqué que le premier. C'est ce qu'a expliqué par la suite Vladislav Sourkov, qui avait été en charge de ce dossier au Kremlin, et non pas qu'elle ne voulait pas l'appliquer comme l'a interprété à contre-sens *Le Figaro* [6]. D'ailleurs c'est Moscou [7], et non pas Berlin, ni Paris, qui a soumis ce protocole à l'approbation du Conseil de sécurité.

Vers un jugement par un Nuremberg 2

Réagissant aux propos de la chancelière Merkel et du président Hollande, le président de la Douma d'État (c'est-à-dire de la chambre basse), Viatcheslav Volodine, est immédiatement intervenu pour s'indigner de ces aveux. Puis, après les fêtes de Noël, il a publié ses commentaires sur sa chaîne Télégram [8]. Ils ont donné lieu à deux dépêches, une de l'agence Tass [9] et une autre de l'agence Ria-Novosti [10], que mes contradicteurs ignorent également.

En sa qualité de président de la Douma, il cite d'abord le président Vladimir Poutine : « Si un combat est inévitable, vous devez d'abord frapper ». Puis il déclare : « Les aveux d'un représentant du régime de Kiev et d'anciens dirigeants allemands et français devraient servir de preuve devant un tribunal militaire international. Ces dirigeants complotaient pour déclencher une Guerre mondiale aux conséquences prévisibles. Ils méritent d'être punis pour leurs crimes ».

En qualifiant de preuves des « crimes » les déclarations d'Angela Merkel, François Hollande et Oleksiy Danilov, il fait référence aux « crimes contre la Paix » énoncés à la Libération par le Tribunal militaire international de Nuremberg. Selon cette autorité, reconnue par les tous les États membres des Nations unies, ce sont les crimes les plus graves, bien plus encore que les « crimes contre l'humanité ». Ils sont donc également imprescriptibles.

Angela Merkel, François Hollande et Oleksiy Danilov n'ont pas encore fait l'objet d'un mandat d'arrêt, mais déjà d'un signalement. En effet, il n'existe pas, pour le moment, de juridiction capable de juger leurs crimes. C'est la raison pour laquelle le président Viatcheslav Volodine faisait allusion à un « tribunal militaire international » (équivalent de celui de Nuremberg). Celui-ci reste à être constitué à l'issue de la guerre en Ukraine.

Il ne fait aucun doute, qu'à ce moment-là, sauf accord avec la France, l'Allemagne et l'Ukraine, Angela Merkel, François Hollande et Oleksiy Danilov auront à répondre de « crimes contre la Paix ».

Je ne peux que déplorer que mes contradicteurs n'aient pas trouvé les documents cités ci-dessus. En réalité, c'est bien normal : ils ne s'intéressent qu'aux agences de presse anglo-saxonnes ou européennes qui refusent de prendre en compte le point de vue russe. Ils prennent pour argent comptant la narration officielle et ne font pas leur travail de vérification.

Pourquoi les accords de Minsk n'ont jamais été appliqués

La Russie a, je l'ai mentionné plus haut, présenté le second protocole au Conseil de sécurité, le 17 février 2015. Ce fut l'objet de la résolution 2202. En annexe, Moscou fit adopter le texte du protocole et la déclaration des quatre chefs d'État : Vladimir Poutine (Russie), Petro Poroshenko (Ukraine), François Hollande (France) et Angela Merkel (Allemagne). Lors des débats, le représentant permanent de l'Ukraine à New York s'est félicité de l'appui sans faille des Nations unies.

Au passage, observons que le représentant permanent de la Chine a, dès ce moment, explicité la position qui est toujours la sienne aujourd'hui : la paix ne peut être durable que si l'on répond aux préoccupations de toutes les parties.

Pourtant le second accord de Minsk n'a pas été appliqué. Au Donbass, des affrontements sporadiques ont toujours eu lieu, chaque partie en rejetant la responsabilité sur l'autre. Par ailleurs, Kiev voulait que l'amnistie soit proclamée après les élections locales, tandis que les dirigeants des oblats du Donbass, voulaient qu'elle le soit avant. Ils auraient ainsi pu se présenter aux élections et les auraient probablement gagnées. Des amendements constitutionnels ont bien été soumis au vote, le 31 août 2015, à la Verkhovna Rada, en présence… de l'envoyée spéciale états-unienne, la straussienne Victoria Nuland qui avait organisé le coup d'État de 2014 (dit « EuroMaïdan »). Les élus du parti « nationaliste intégral » Sloboda, tentèrent de bloquer le vote et envahirent la tribune aux cris de « Honte ! » et de « Trahison ! » [11]. Pendant ce temps, des affrontements opposèrent, à l'extérieur de l'Assemblée, la police à des miliciens « nationalistes intégraux », faisant 4 morts et 122 blessés. À la Rada, la majorité qualifiée ne fut pas atteinte et la réforme constitutionnelle ne fut pas adoptée.

Ces émeutes furent les plus importantes depuis le renversement du président élu, Viktor Ianoukovytch, par les « nationalistes intégraux » de Sloboda, soutenus par Victoria Nuland. Le président Petro Poroshneko les condamna, mais ne se le fit pas dire deux fois. Il était clair que s'il persistait à vouloir mettre en œuvre les accords de Minsk, il serait renversé à son tour.



Viatcheslav Volodine, président de la Douma d'État russe.

Courageux, mais pas téméraire, il dénonça soudain le second protocole de Minsk. Selon lui, la signature pour la partie ukrainienne de l'ancien président Leonid Kuchma était sans valeur parce qu'il n'avait pas été accrédité par la Verkhovna Rada. Certes, mais Petro Poroshenko était présent aux négociations, en tant que président ukrainien en exercice, il n'a pas émis d'objection au moment de la signature, ni lors de leur ratification par le Conseil de sécurité et il a signé une déclaration commune dans laquelle il s'est engagé à l'appliquer. Désormais, il partageait la même mauvaise foi que le président François Hollande et que la chancelière Angela Merkel.

Le président Petro Poroshenko nomma immédiatement les milices de Sloboda en charge de faire pression sur les populations du Donbass. C'est la sinistre division Azov du « Führer blanc », Andriy Biletsky . Durant sept ans, 80 000 combattants vont se faire front. Les hommes de Kiev firent entre 17 000 et 21 000 morts au sein de leur propre population du Donbass. Poroshenko mit en place un apartheid, une citoyenneté à deux niveaux : les russophones du Donbass n'avaient plus droit à aucun service public, ni aux écoles, ni aux retraites.

Le Conseil de sécurité des Nations unies n'intervint pas, tout au plus délivra-t-il une déclaration de son président, le 6 juin 2018 [12]. Une fois arrivé au pouvoir, le président Volodymyr Zelensky tenta de renouer les fils en convoquant une réunion au format Normandie, sans parvenir à quoi que ce soit.

Le président Petro Poroshneko annonce qu'il ne fera plus rien pour les citoyens ukrainiens du Donbass.

La responsabilité de protéger les populations du Donbass

Le 2 novembre 2021, le président désigne Dmytro Yarosh, la principale figure des « nationalistes intégraux » et agent de longue date de la CIA [13], conseiller du commandant en chef des armées ukrainiennes, le général Valerii Zaluzhnyi. Il élabore rapidement un plan d'attaque du Donbass [14] qui devait être lancée le 9 mars 2022.

Cependant, lors d'une cérémonie improvisée au Kremlin, le 21 février, Moscou reconnut soudainement les Républiques populaires de Donestk et de Loughansk comme des États indépendants. Le lendemain, il lançait une « opération militaire spéciale ». Les troupes russes convergeaient à la fois de leur frontière et de celle de Biélorussie pour prévenir tout regroupement des forces ukrainiennes au Donbass. Il détruisait l'aéroport militaire de Kiev, mais ne cherchait pas à pren-

D'ANGELA MERKEL ET DE HOLLANDE



Le 31 août 2015, les « nationalistes intégraux » de Sloboda tuent des policiers pendant le vote de la Rata. Jamais la réforme constitutionnelle ne sera adoptée



En 2019, Angela Merkel avait invité une délégation russe à Berlin. Au deuxième rang, on aperçoit Vladislav Surkov, assis aux cotés de Sergey Lavrov. Or, à ce moment, Surkov était interdit d'accès au sein de l'Union européenne. Les sanctions de l'UE sont donc à application variable.

dre la capitale. En, quelques semaines, il libérait l'essentiel du Donbass.

Durant des mois, la Russie évitait de prononcer le mot de « guerre ». Elle expliquait intervenir exclusivement pour faire cesser les épreuves de la population civile du Donbass. Au contraire, les Occidentaux l'accusaient d'avoir « envahi » l'Ukraine pour la conquérir. Or, la Russie n'a fait qu'appliquer la résolution 2202 et la déclaration des chefs d'État ayant négocié les accords de Minsk. C'est d'ailleurs pour se réserver cette possibilité qu'elle l'a fait reproduire en annexe de la résolution. Dire que la Russie a envahi l'Ukraine, impliquerait que la France aurait « envahi » le Rwanda lorsqu'elle a mis fin au génocide des Tustsis, en 1994. Nul ne le pense. Elle a simplement appliqué la résolution 929 et sauvé des millions de vies.

Fort étrangement, la Russie n'a pas brandi l'argument de la « responsabilité de protéger ». C'est qu'elle s'était opposée à la formulation de ce concept, qui n'a été adopté par les Nations unies qu'en 2005. Cependant, elle l'utilisera enfin, le 12 février 2024, lors d'une réunion du Conseil de sécurité qu'elle convoquera. Elle y exposera son invariable position, mais utilisera cette fois la même langue diplomatique que ses interlocuteurs.

La propagande de guerre

En terminant cet article, je reviens sur les écrits de mes confrères. Selon eux, j'ai inventé la responsabilité de François Hollande et d'Angela Merkel dans la guerre actuelle et je relaie de la désinformation russe en affirmant que Moscou n'a pas envahi l'Ukraine. Ils ont probablement rédigé ces articles avec l'intention d'atteindre ma crédibilité. Peut-être ne se sont-ils pas rendus compte qu'en écrivant ces fadaises dans de grands médias, ils induisaient le public en erreur et relayaient, en fin de compte, la propagande des partisans de la guerre.

Notes

[1] « Thierry Meyssan et P.A Plaquevent - Occident Vs Eurasie, comprendre le choc géopolitique mondial », Résistance et réinformation, YouTube, 3 avril 2024. Voir à la 45° minute.

[2] « Hollande : 'There will only be a way out of the conflict when Russia fails on the ground' », Theo Prouvost, Kyiv Independent, December 28, 2022.

[3] « Vovan et Lexus piègent François Hollande », Niko You YouTube.

[4] "Hatten Sie gedacht, ich komme mit Pferdeschwanz ?", Tina Hildebrandt und Giovanni di Lorenzo, Die Zeit, 7. Dezember 2022.

[5] « 0802 Volodymyr Zelensky obligé de limoger Oleksiy Danilov, mais les nationalistes intégraux restent au pouvoir », Voltaire, actualité internationale - N°80 - 29 mars 2024.

[6] « Selon le Mage du Kremlin, Vladimir Poutine ne voulait pas des accords de Minsk 2 », Régis Genté, Le Figaro, 18-19 février 2023

[7] « Lettre datée du 13 avril 2014, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies », Vitaly Churkin, Référence Onu : S/2014/264. Et « Projet de résolution déposé par la Fédération de Russie », 17 février 2015, Référence Onu : S/2015/117.

[8] « Если драка неизбежна, бить надо первым— В.В.Путин », Telegram, Вячеслав Володин, 18 января 2023.

[9] « Володин призвал рассмотреть на трибунале признания Меркель, Олланда и руководства Украины », ТАСС, 18 января 2023, 06:38.

[10] « Володин назвал признания Олланда и Меркель доказательствами для трибунала », РИА Новости, 18 января 2023, 09h51.

[11] « À Kiev, la réforme de la Constitution vire à l'émeute », Stéphane Siohan et « La Rada se divise sur l'autonomie des régions séparatistes », Pierre Avril, Le Figaro, 1° septembre 2015. « L'Ukraine se divise sur l'autonomie des fiefs prorusses », Benoît Vitkine, Le Monde, 2 septembre 2015.

[12] « Déclaration du président du Conseil de sécurité », 6 juin 2018. Référence Onu : S/PRST/2018/12.

[13] « La CIA coordonne nazis et jihadistes », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 19 mai 2014.

[14] « Plan ukrainien d'attaque du Donbass ». Document révélé par Ria-Novosti

Réseau Voltaire | Paris (France) | 13 avril 2024





Lula et Petro : « Dis-moi avec qui tu es et je te dirai qui tu es »



Les présidents Lula et Petro ont décidé de faire partie du groupe de corifeos qui, menés par les États-Unis et l'Union européenne, attaquent le Venezuela

Par Sergio Rodríguez Gelfenstein

Ce n'est pas avec joie que j'écris cet article. Je le fais plutôt avec douleur, mais lorsque les formes ne sont pas respectées, les choses doivent être dites par leur nom. Les présidents Lula et Petro ont décidé de faire partie du groupe de corifeos qui, menés par les États-Unis et l'Union européenne, attaquent le Venezuela au nom de certaines valeurs libérales qui les obligent à rendre des comptes à l'hégémon impérial.

Lula a été, sans aucun doute, un grand combattant social qui a affronté la dictature qui a dévasté son pays pendant plus de 20 ans. Mais il n'est pas un révolutionnaire et n'a pas non plus affronté le système de domination de son pays ; au contraire, il en fait partie. Son objectif est de produire des réformes qui améliorent les conditions de vie des Brésiliens sans toucher aux intérêts des grandes entreprises étrangères qui restent dans le pays. Comme on le disait à la fin du siècle dernier, c'est un social-démocrate traditionnel, dans le style de Willy Brandt ou de Françoise Mitterrand, qu'il adore et admire.

Dans cette mesure, il n'a pas abandonné l'idée de renforcer le sous-impérialisme brésilien qu'il a hérité de ses prédécesseurs en essayant de construire une intégration subordonnée. D'où ses efforts pour allier le Mercosur et même l'Amérique latine à l'Europe. Son opérateur politique sur ces questions était, et est toujours, Celso Amorim, un diplomate de carrière, produit typique de l'Itamaraty, le palais brésilien qui abrite le ministère des Affaires étrangères. Amorim est devenu un militant du PT en raison des circonstances et d'intérêts mutuels. C'est Amorim qui a "bombardé" Lula - après avoir reçu des instructions de l'Elysée - sur les "carences démocratiques" du Venezuela, en se basant sur l'impossibilité légale et constitutionnelle pour Mme Machado d'être candidate aux élections.

Il faut dire qu'il est naturel que Lula et Amorim agissent de la sorte. Cela répond à l'ADN de l'élite brésilienne qui ne s'est jamais battue contre qui que ce soit. Ils ont tout obtenu en négociant et en cédant dans le cadre d'une institutionnalité systémique contre laquelle ils ne se sont jamais rebellés. Bien sûr, dans l'histoire du Brésil, il y a eu de grands leaders révolutionnaires comme Tiradentes, Carlos Marighella et Luis Carlos Prestes, entre autres. Lula n'est pas l'un d'entre eux.

L'ambiguïté de son discours (et celle de Dilma Rousseff, encore plus accentuée) l'a isolé du peuple. Tous deux ont abandonné les humbles qui les ont portés au pouvoir. En ce moment, je me souviens qu'en 2006, les organisations populaires et sociales du Brésil ont demandé au commandant Chávez d'intercéder auprès de Lula pour qu'il les écoute. Avec l'approbation de Lula, Chávez a risqué son capital politique et, profitant d'un voyage à Curitiba, a rencontré dans un théâtre plein de dirigeants et de leaders sociaux venus de tout le pays pour présenter une telle demande face à face. Même en mettant en jeu son intégrité physique parce qu'un petit groupe de têtes brûlées voulait l'approcher violemment, il les a écoutés patiemment, a pris note et leur a dit qu'il comprenait leurs raisons, qu'il allait faire ce qu'ils lui demandaient, mais que dans le moment présent du Brésil, il pensait qu'il fallait soutenir Lula. Je ne pense pas que de toute sa vie, Chávez ait reçu un cri aussi fort que celui qu'il a patiemment écouté ce jour-là, jusqu'à ce que les choses se calment. Il a longuement parlé aux participants de la cause supérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes, clôturant l'événement par des applaudissements et des acclamations nourris.

Des années plus tard, lors du coup d'État, Dilma a appelé le peuple à descendre dans la rue. Personne ne l'a fait. C'était normal, elle n'avait pas répondu aux appels des leaders sociaux, elle ne les avait pas reçus et ne s'en était pas occupée. Elle s'est alliée à des hommes d'affaires, dont l'un d'entre eux, qui était son vice-président, était le chef du coup d'État qui l'a renversée. L'abandon du peuple se paie cher. Ils nous ont donné des leçons, je me souviens de la pétulance et de l'arrogance de certains dirigeants du PT qui nous disaient ce que nous devions faire, mais ici, Chávez a résisté au coup d'État, parce que le peuple mobilisé l'a ramené au pouvoir.

Ils ne se sont même pas mobilisés en faveur de Lula lorsqu'il a été emprisonné. Les grandes manifestations qui ont réclamé sa liberté ont rassemblé 40 000 personnes dans un pays de 215 millions d'habitants. Et c'est normal qu'il en soit ainsi. Au moment où on l'emmenait en prison, Lula, dans la version la plus complète d'un homme des institutions, a dit : *« J'ai confiance dans le système judiciaire brésilien »*. Il n'a pas fait appel au peuple, non, il a fait confiance aux institutions.

Il s'agit peut-être de caractéristiques positives : conciliation, pusillanimité et faiblesse d'esprit.

En fin de compte, la monarchie leur a donné l'indépendance et la République et il est possible que cette histoire ait façonné leur esprit de conciliation. Mais personne n'a rien donné au Venezuela, nous avons dû nous battre pour l'obtenir et à un coût très élevé. Par conséquent, nous faisons notre travail et ils font le leur, mais ce n'est pas Lula qui peut nous faire la leçon sur la démocratie.

Lula ne peut pas non plus nous faire la leçon sur le sentiment et l'esprit latino-américains. J'ai déjà dit qu'il pensait à la nécessité d'une intégration subordonnée. Ce ne sont pas des paroles en l'air : Qui a empêché la mise en place d'une architecture financière en Amérique du Sud ? Qui a mis toutes sortes d'obstacles au SUCRE jusqu'à l'empêcher de fonctionner ? Qui a prêté peu d'attention à la création de la CELAC jusqu'à ce qu'ils comprennent qu'ils en avaient besoin comme plate-forme pour se lancer à la conquête d'une position permanente au Conseil de sécurité de l'ONU ? Qui n'ont soutenu l'UNASUR que lorsque Itamaraty était sûr de pouvoir la contrôler ? Qui a fui Mar del Plata lorsque Chávez, Kirchner, Tabaré Vázquez et même le conservateur Nicanor Duarte ont tenu tête au chef de l'empire ? Qui a retardé le plus possible la construction de la raffinerie d'Abreu e Lima que Chávez promouvait pour le bien-être du Nordeste brésilien oublié et marginalisé ? Qui, avant le coup d'État contre le président Castillo au Pérou, a déclaré qu'il s'agissait d'une transition en termes institutionnels ?

Je respecte ce que Lula a pu faire pour son peuple. Je ne sais pas si c'est tout ce qu'il a pu faire, mais il ne peut ni ne doit donner des leçons de démocratie à qui que ce soit. Au moins au Venezuela, nous ne le permettons pas. Si Mme Machado vous a accordé ce droit, vous devez comprendre avec elle et assumer la responsabilité de vous allier avec ceux qui prônent le terrorisme et favorisent une intervention militaire étrangère dans le pays. Pourquoi est-ce que si Bolsonaro le fait, c'est mal, mais si Machado le fait, c'est bien ? Pourquoi l'un a-t-il agi en dehors de la loi et l'autre en faveur de la démocratie ? Pourquoi Bolsonaro est-il un putschiste et Machado non ? Clarifiez cela, Monsieur le Président Lula, car sinon le Président Maduro pourrait avoir le droit de demander que les persécutions contre l'ancien Président Bolsonaro cessent. Qu'en pensez-vous ? Bien sûr, le président Maduro ne fera jamais cela, d'abord parce qu'il ne s'immisce pas dans les affaires intérieures du Brésil et ensuite parce qu'il ne soutiendra jamais un terroriste violent et un putschiste comme vous le faites au Venezuela.

Cher camarade Lula, je voudrais vous rappeler que le premier président à exprimer sa solidarité avec vous après votre emprisonnement injuste a été Nicolás Maduro et que le premier président à exprimer son rejet et sa répudiation du coup d'État contre Dilma Rousseff a été Nicolás Maduro. Il n'y a pas eu de calcul politique pour décider de ces actions. Aujourd'hui, nous recueillons l'esprit et la solidarité du peuple brésilien qui rejette ses manifestations de soutien au terrorisme au Venezuela. Il est également bon de se rappeler que le 25 juillet 2019, Mme Machado a tweeté contre vous et le danger que cela représentait pour le Forum de São Paulo de réclamer votre liberté.

Comme les jeunes le disent maintenant, *« vous êtes dans un autre »*, Président Lula. Alors que les peuples africains se rebellent et rompent avec la France, vous déclarez votre amour pour Macron là même où les entreprises françaises dévastent l'Amazonie sans incident. Plus de cohérence président, car c'est grave.

Un autre cas, beaucoup plus douloureux, est celui de la Colombie et de son président. Lui aussi a rejoint ceux qui se croient détenteurs de la vérité et peuvent donner des leçons de démocratie au monde. Notre libérateur Simón Bolívar nous a légué l'amour de la Colombie. Lorsque Bogota a adopté des lois pour lutter contre le colonialisme, Bolívar a mis sur pied une armée pour aller libérer la Nouvelle-Grenade. Le sang de milliers de Vénézuéliens a été versé pour obtenir l'indépendance de la Colombie. Lors de la préparation de l'expédition, Antonio Nariño, le plus célèbre tribun du pays et l'un des précurseurs de l'indépendance hispano-américaine, est emprisonné en Espagne. Le Libérateur dut s'adresser au plus haut gradé de la Nouvelle-Grenade pour qu'il l'envoie à Casanare afin d'organiser une armée qui accueillerait l'armée vénézuélienne et la soutiendrait dans la campagne qui se préparait.

Il doit s'adresser à un obscur colonel sans grande expérience que, pour lui donner un plus grand pouvoir de décision, il promeut général : Francisco de Paula Santander, qui deviendra au fil des ans le champion de l'indépendance de la Colombie, mais pas avant d'avoir trahi Bolívar, d'avoir ordonné l'assassinat de Sucre et d'avoir tenté la même chose avec le Libérateur. Cela fait 200 ans que nous connaissons les trahisons commises à Bogota. Elles ne nous surprennent pas.

Deux cents ans de collusion entre libéraux et conservateurs ont plongé le pays dans la guerre, la destruction et la mort, jusqu'à ce que Gustavo Petro devienne président.

Enfin, un leader différent... et il l'est. Son effort pour la pacification définitive du pays mérite les plus grands éloges. Le commandant Chávez et, aujourd'hui, le président Nicolás Maduro ont apporté tout leur soutien à une telle entreprise, même lorsque des satrapes la gouvernaient dans le pays frère. Je le sais, car j'ai été un témoin direct de l'effort, parfois même incompréhensible, du commandant Chávez pour soutenir la lutte pour la paix en Colombie.

Le problème de Petro n'est pas là. C'est son ego, son désir de croire qu'il détient la vérité absolue et qu'il peut barbarie sioniste n'atteignait même pas les niveaux de répugnance rendus publics aujourd'hui. N'essayez pas de donner des leçons aux autres sur quelque chose que vous ne faites pas.

Et en ce qui concerne le Venezuela, ne faites pas ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fasse. Car si c'était le cas, le président Maduro pourrait demander à accepter que le commandant Antonio García ou le commandant Iván Márquez soient autorisés à être candidats à la présidence. Lorsqu'en 2002, la Colombie a décidé d'élire à la présidence du pays un trafiquant de drogue bien connu et un paramilitaire notoire, le Venezuela n'a rien dit. Au contraire, je me souviens du commandant Chávez lors d'une conversation sur le sujet dans le pavillon de l'aéroport de Maracaibo, le 8 mai 2006, alors qu'il se rendait à Guajira pour poser le premier tronçon du gazoduc binational : *« Le peuple colombien l'a choisi et nous devons respecter la décision du peuple colombien et travailler avec Uribe dans l'intérêt de nos deux peuples frères »* C'est ce qui s'est passé. Chávez n'a pas modifié sa prédication, même dans les conditions où Uribe donnait d'une main tout en brandissant de l'autre, tel un Santander moderne, l'arme fratricide.



Le commandant Hugo Chávez et Nicolás Maduro

donner des leçons à tout le monde. Et maintenant qu'il a un homme de droite, un employé de l'ambassade des États-Unis, comme ministre des affaires étrangères, il semble qu'il ait été contraint de suivre la ligne directrice établie à Washington. Cela ne se serait pas produit si le ministre des Affaires étrangères Álvaro Leyva avait été en fonction, car bien qu'il soit un homme de droite, il a fourni des preuves substantielles pour défendre les intérêts les plus élevés de l'humanité.

Le comble de l'ego de Petro s'est produit récemment lorsqu'il s'est permis de critiquer et de réfuter la décision de la Russie et de la Chine d'opposer leur veto à une proposition de cessez-le-feu temporaire en Palestine, préparée par les États-Unis en faveur d'Israël. Les organisations palestiniennes ont unanimement remercié la Russie et la Chine pour cette décision, mais Petro, étant "plus palestinien que les Palestiniens", l'a critiquée. Cette décision a permis l'adoption de la décision suivante, approuvée trois jours plus tard, dans laquelle les États-Unis ont été contraints de ne pas utiliser leur droit de veto. Ensuite, Petro, essayant de fuir en avant, a déclaré que si la résolution n'était pas respectée, les relations avec Israël devaient être rompues. Président Petro, faites-le. Faites-le ! Mais il doit d'abord mener une lutte interne contre son ego, qui l'opprime et ne lui permet pas de penser avec la lucidité, la connaissance et la cohérence dont il a fait preuve dans d'autres domaines. « *La meilleure façon de dire est de faire* », enseignait José Martí. « *Mieux que dire, il faut faire, mieux que promettre, il faut faire* », disait Juan Domingo Perón.

Le Venezuela n'a pas eu à attendre que 32 000 Palestiniens soient assassinés, dont 12 000 enfants, pour rompre ses relations avec l'entité génocidaire. La décision a été prise par le président Chávez en 2009, alors que la

Récemment, le gouvernement vénézuélien a fait tout ce qui était en son pouvoir pour promouvoir de bonnes relations. Vous le savez parce que vous avez été un fervent promoteur de la même chose. Nous ne méritons pas que vous nous jugiez en défendant une terroriste qui, en violant les lois de la République, s'est exclue de la candidature.

D'ailleurs, lorsque vous avez remporté les élections présidentielles de 2022, cette même Mme Machado, juste un jour après, c'est-à-dire le

suite à la page(16)

Biden déclare qu'il envisage d'abandonner les poursuites contre Julian Assange



Dessin de Chappatte

Par Dave DeCamp

Le président Biden a déclaré mercredi qu'il étudiait la demande de l'Australie d'abandonner les poursuites contre le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui est ciblé pour avoir dénoncé les crimes de guerre des États-Unis par le biais du journalisme classique.

Le gouvernement australien a récemment intensifié ses pressions sur l'administration Biden pour qu'elle mette fin à la persécution de M. Assange, qui est citoyen australien. Interrogé sur la demande australienne, Joe Biden a répondu : « Nous y réfléchissons » .

Le ministère américain de la Justice a inculpé Assange pour la première fois en vertu de la loi sur l'espionnage sous l'administration Trump en 2019, ce qui a conduit à son arrestation à l'ambassade de l'Équateur à Londres et à son emprisonnement à la prison de Belmarsh, où il est toujours détenu aujourd'hui.

Assange fait face à 17 chefs d'accusation d'espionnage et à un chef d'accusation de complot en vue de commettre une intrusion informatique pour avoir publié des documents divulgués à WikiLeaks par l'ancien soldat de l'armée Chelsea Manning en 2010. La publication de documents classifiés obtenus par une source est une pratique journalistique courante, et si M. Assange est condamné, cela créera un grave précédent pour la liberté de la presse aux États-Unis et dans le monde entier.

Les commentaires de M. Biden sont intervenus après que la Haute Cour de Londres a statué que M. Assange pourrait avoir une chance d'interjeter un appel limité de la décision du ministre britannique de l'intérieur de l'extrader vers les États-Unis. Mais le gouvernement américain a une chance d'éviter cet appel s'il offre des « garanties » qui satisfont la Cour.

Le Wall Street Journal a récemment rapporté que les États-Unis pourraient chercher à obtenir un accord de plaidoyer pour M. Assange, bien que son équipe juridique ait nié que le gouvernement américain cherchait à obtenir moins que l'inculpation complète. Un accord sur le plaidoyer pourrait néanmoins créer un précédent fâcheux s'il criminalise la relation journaliste-source.

WikiLeaks a demandé aux Américains de faire pression sur l'administration Biden pour qu'elle mette fin à ses poursuites contre Assange en contactant leurs représentants à la Chambre des représentants et en leur demandant de soutenir la H.Res.934, un projet de loi présenté par le représentant Paul Gosar (R-AZ) qui demande aux États-Unis d'abandonner les poursuites contre Assange.

Cliquez ici pour trouver votre représentant (Click here to find your representative) ou appelez le standard de la Chambre des représentants au (202) 224-3121. Dites-leur de soutenir la résolution afin de protéger le premier amendement et la liberté de la presse.

*Dave DeCamp est le rédacteur en chef d'Antiwar.com, suivez-le sur Twitter @decampdave.

Traduit par Brahim Madaci
Afrique Asie 11 avril, 2024

L'avocate à l'origine des allégations de "viols par le Hamas" dénoncée pour imposture



Des employés des ministères israéliens affirment que l'avocate Cochav Elkayam-Levy a diffusé de fausses nouvelles et a cherché à gagner des millions grâce à ses fausses affirmations selon lesquelles le Hamas aurait commis des viols massifs le 7 octobre

Des fonctionnaires israéliens affirment que Cochav Elkayam-Levy a cherché à gagner des millions en diffusant des fake news, selon lesquelles le Hamas aurait perpétré des viols massifs le 7 octobre.

Des responsables israéliens se sont "désolidarisés" d'une avocate qui a joué un rôle essentiel en promouvant de fausses affirmations selon lesquelles le Hamas aurait commis des viols et des abus sexuels systématiques le 7 octobre, a rapporté le média israélien Yedioth Ahronoth le 24 mars.

Le journal israélien a rapporté les affirmations de fonctionnaires des ministères israéliens selon lesquelles l'avocate Cochav Elkayam-Levy avait produit des études inexactes, diffusé de fausses allégations sur les atrocités qu'aurait commises le Hamas et cherché à collecter des millions de dollars de dons pour une soi-disant "commission civique" dont elle est l'unique membre.

Elkayam-Levy, qui dirige l'Institut Deborah et enseigne au département des relations internationales de l'Université hébraïque, a été l'une des premières à diffuser de telles affirmations selon lesquelles le Hamas aurait commis des viols systématiques lors de l'opération "Al-Aqsa Flood".

Comme l'explique The Grayzone, M. Elkayam-Levy a présenté des images de combattantes kurdes tuées en Syrie tout en prétendant qu'il s'agissait de femmes juives israéliennes tuées et violées par des combattants du Hamas lors du festival de musique Nova, le 7 octobre.

The Grayzone a par ailleurs noté qu'Elkayam-Levy avait attiré l'attention du public de manière significative en décembre après avoir été interviewée par Jake Tapper de CNN et rencontré des membres du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, ainsi que l'assistante du président et directrice du Conseil de la politique du genre, Jennifer Klein, à Washington. "Les gens se sont désolidarisés d'elle parce que ses affirmations sont fausses", a expliqué un fonctionnaire de l'un des bureaux du gouvernement à Yedioth Ahronoth. "Les Palestiniens nous ont accusés de propager de fausses nouvelles, et il s'avère que les conclusions de Mme Elkayam-Levy n'étaient ni fondées, ni justifiées".

Elkayam-Levy a diffusé dans la presse internationale l'histoire "de la femme enceinte à qui on a ouvert le ventre – une histoire dont il a été prouvé qu'elle était fausse", s'est plaint un fonctionnaire. "Ce n'est pas une plaisanterie. Petit à petit, les professionnels ont commencé à prendre leurs distances avec elle en raison de son manque de fiabilité."

Elle a également créé une "commission civile" chargée d'enquêter sur les atrocités présumées commises par le Hamas. Bien que le nom de la commission suggère qu'il s'agissait d'un organe établi par le gouvernement, il n'était composé que d'Elkayam-Levy elle-même.

Elle a ensuite sollicité des millions de dollars de dons pour la fausse commission, affirmant qu'un budget de 8 millions de dollars, dont 1,5 million de dollars pour les frais administratifs, était nécessaire.

"Rahm Emanuel, ambassadeur des États-Unis au Japon, lui a versé des fonds. Elle a reçu des dons de nombreuses personnes et a commencé à réclamer de l'argent pour des conférences", a déclaré le même fonctionnaire du bureau gouvernemental.

Le reportage alarmant de Yeditoh Ahronoth intervient quelques jours seulement après que Mme Elkayam-Levy a reçu le Prix d'Israël pour ses efforts de "sensibilisation" aux atrocités présumées du Hamas, le 7 octobre.

Le gouvernement israélien a cherché à utiliser des tiers apparemment neutres, notamment les services de secours bénévoles, comme ZAKA et United Hatzalah, pour diffuser de la propagande sur les événements du 7 octobre.

Ces groupes ont inventé des histoires abracadabrantes sur les prétendus crimes du Hamas dans le but de justifier le génocide israélien en cours à Gaza.

The cradle
Traduction: Spirit of free Speech 26 mars 2024

ÉTAT DE LA CAROLINE DU SUD , LE COMTÉ DE GREENVILLE
GREFFIER DU TRIBUNAL DEVANT LE TREIZIÈME CIRCUIT, GREENVILLE. S.C
JUDICIAIRE DE LA FAMILLE, NUMÉRO DE DOSSIER: .
2023-DR-23-4515, RÉFÉRENCE CROISÉE 2023-DR-23-1047
6 DEC. 2023 P 1:34, TRIBUNAL DE LA FAMILLE

J. M- et K M, Mari et Femme, Demandeurs
vs
Christela Mathurin, Mère Biologique et Inconnu, Père Biologique, Defendeurs

CONVOCATION

LA DEMANDE ÉCRITE D'AUDIENCE FINALE DANS CETTE AFFAIRE DOIT ÊTRE REMISE PAR UNE PARTIE OU SON AVOCAT AU GREFFE DU TRIBUNAL DANS UN DÉLAI DE 365 JOURS À COMPTER DE LA DATE DE DÉPÔT. LE NON-RESPECT DE CETTE RÈGLE DANS L'INTÉRÊT DE ENTRAÎNE LE REJET DE L'AFFAIRE PAR LE TRIBUNAL

C T M , (Date de Naissance)
Un enfant mineur de moins de quatorze ans

AU(X) DÉFENDEUR(S) SUSNOMMÉ(S):

Vous êtes par la présente convoqués et tenus de répondre à la plainte dans la présente action, dont une copie vous a été signifiée, et de signifier une copie de votre réponse à la plainte à l'abonné au 1212 Haywood Road, Bldg. 400A, Greenville, Caroline du Sud, 29615, dans les trente (30) jours suivant la signification de la présente, à l'exclusion du jour de cette signification. Si vous ne répondez pas à la plainte dans ce délai, le Demandeur demandera à la Cour d'accorder la réparation demandée dans la plainte.

AU(X) DÉFENDEUR(S) ÂGÉ(S) DE MOINS DE QUATORZE ANS,
ET À LEUR TUTEUR GÉNÉRAL OU TESTAMENTAIRE, LE CAS ÉCHÉANT:

Vous êtes en outre convoqués et avisés de demander la nomination d'un guardien ad litem pour vous représenter dans cette action dans les trente (30) jours suivant la signification de la présente convocationet du present avis à votre égard. -
Si vous ne le faites pas, les Demandeurs demanderont à la Cour de désigner une personne appropriée pour vous représenter dans cette action.

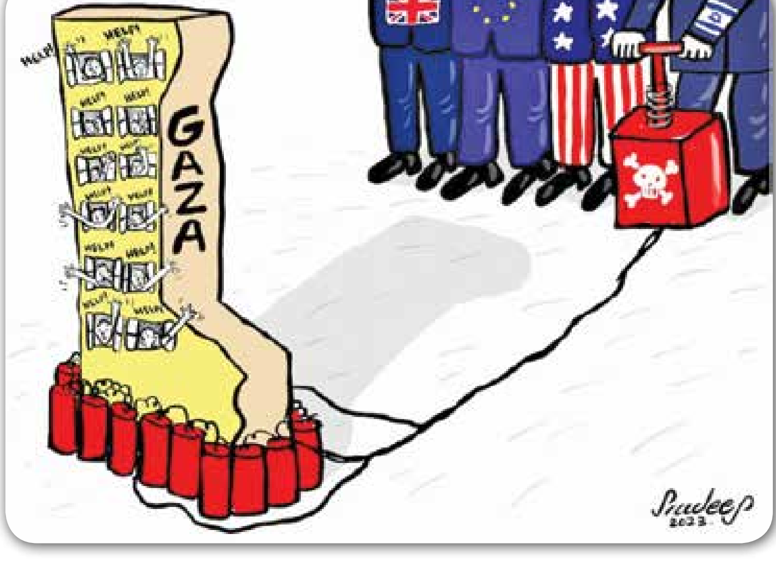
_________(Signature)_________________________
M. Raymond W. Godwin, (Caroline du Sud Barreau # 2162)
Boîte postale 354, Greenville, SC 29602
TÉLÉPHONE: (864) 241-2883, FAX: (864) 255-4342

AVOCAT DES DEMANDEURS
En date du: 13 Novembre, 2023

L'impérialisme allemand doit répondre de sa complicité dans le génocide à Gaza



La Cour internationale de justice examine l'affaire contre l'Allemagne. [Photo by International Court of Justice]



La complicité de l'Allemagne dans le génocide des Palestiniens est inextricablement liée au retour du militarisme allemand. En Ukraine, le gouvernement allemand travaille depuis des années avec des admirateurs des collaborateurs nazis qui ont assassiné des dizaines de milliers de Juifs. L'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armes d'Israël, derrière les États-Unis. Au cours des cinq dernières années, elle a représenté 30 pour cent de toutes les importations d'armes israéliennes, et même 47 pour cent l'année dernière. Dessin Pradeep

Par Peter Schwarz

Soixante-dix-neuf ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les nazis ont assassiné 6 millions de Juifs, l'Allemagne se retrouve à nouveau devant la plus haute juridiction internationale pour complicité de génocide. Les 8 et 9 avril, la Cour internationale de justice de La Haye a examiné une plainte du Nicaragua accusant le gouvernement allemand de violer la convention des Nations unies sur le génocide et d'autres accords internationaux dont l'Allemagne est signataire.

Bien qu'il soit légalement tenu de le faire, le gouvernement allemand n'a rien fait pour empêcher le génocide dans la bande de Gaza, selon la plainte. Au contraire, il fournit à Israël une aide, y compris des équipements militaires, utilisée pour commettre le génocide. Il refuse de poursuivre et de punir les personnes qui commettent des crimes graves contre le droit international. Enfin, en violation des obligations qui lui incombent en vertu du droit humanitaire international, il a cessé d'apporter un soutien financier à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le Nicaragua demande à la CIJ de condamner l'Allemagne et d'ordonner des mesures d'urgence pour mettre fin aux livraisons d'armes allemandes à Israël, de vérifier où les armes ont été utilisées et de poursuivre les versements d'aide à l'UNRWA.

Les preuves citées par le Nicaragua à l'appui de sa plainte sont accablantes et irréfutables.

La plainte détaille la manière dont Israël a agi contre la population civile palestinienne au mépris total du droit humanitaire international depuis les premiers jours de la guerre. À titre de preuve, elle cite de nombreuses déclarations de représentants des Nations unies et d'organisations de défense des droits de l'homme, ainsi que du gouvernement israélien.

La plainte se poursuit ainsi: «*Alors que les Nations unies et d'autres organisations internationales déploraient les actes illégaux d'Israël, le chancelier allemand a réitéré, le 12 octobre 2023, le soutien total de l'Allemagne à la campagne militaire d'Israël, qui était déjà manifestement menée sans discernement. Dans un discours prononcé devant le Bundestag, il a déclaré qu'"en ce moment, il n'y a qu'une seule place pour l'Allemagne: la place du côté d'Israël. C'est ce que nous voulons dire lorsque nous affirmons que la sécurité d'Israël est une raison d'État allemande"*».

La plainte montre ensuite comment l'Allemagne a renforcé son soutien à Israël au fur et à mesure que le caractère génocidaire de la guerre devenait plus évident. Bien que l'armée israélienne ait maintenant tué au moins 33.000 Palestiniens, dont 14.500 enfants et près de 10.000 femmes, tout en affamant délibérément la population et en rasant de grandes parties de la bande de Gaza, en détruisant des hôpitaux, des universités et des écoles et en tuant des centaines de journalistes, d'infirmières et de travailleurs humanitaires, l'Allemagne continue d'augmenter ses livraisons d'armes. «*Au début du mois de novembre 2023, il a été largement rapporté que les autorisations d'exportation de matériel de défense allemand vers Israël avaient presque décuplé par rapport à l'année précédente, atteignant 303 millions d'euros d'équipement de défense*», indique la plainte.

Selon une nouvelle étude de l'agence de recherche Forensis, l'Allemagne est le deuxième fournisseur d'armes d'Israël, derrière les États-Unis. Au cours des cinq dernières années, elle a représenté 30 pour cent de toutes les importations d'armes israéliennes, et même 47 pour cent l'année dernière. Depuis 2003, l'Allemagne a accordé 4.427 licences individuelles pour l'exportation d'armes vers Israël, pour une valeur totale de 3,3 milliards d'euros. Nombre de ces armes sont utilisées à Gaza. «*De toute cette évidence qui précède, il ressort clairement de tout ce que l'Allemagne a apporté et continue d'apporter un soutien politique, financier et militaire à Israël en toute connaissance de la commission plausible par Israël de graves violations du droit international facilitées par ce soutien, et au mépris des propres obligations de l'Allemagne*», conclut la plainte.

Lors des plaidoiries à l'appui de la plainte lundi, les avocats ont également abordé l'histoire de la guerre actuelle: l'expulsion des Palestiniens en 1948 et la politique d'occupation israélienne depuis 1967, ainsi que les belles paroles inconséquentes en faveur d'une solution à deux États et l'acceptation de la politique d'occupation israélienne brutale et illégale et de la construction de colonies en Cisjordanie par l'Allemagne et d'autres alliés d'Israël.

Le gouvernement allemand a réagi avec une extrême nervosité à l'action en justice du Nicaragua. Il a déployé une équipe d'avocats de haut niveau, dont quatre professeurs de droit originaires d'Allemagne, d'Écosse, d'Angleterre et d'Italie. La responsable du service juridique du ministère des Affaires étrangères, Tania von Uslar-Gleichen, a qualifié les allégations devant le tribunal d'être «sans fondement», ajoutant qu'elles étaient dépourvues de toute base juridique et factuelle.

Mais sur le fond, le côté allemand, qui a pris la parole à La Haye mardi, n'a pas pu réfuter la plainte. Au lieu de cela, il s'est contenté d'excuses et de manœuvres juridiques. Il a affirmé que les livraisons d'armes – y compris les drones de combat, les navires de guerre, les munitions et les moteurs de chars – étaient des armements généraux et non des armes de guerre susceptibles d'être utilisées au combat. Depuis octobre dernier, seule la fourniture d'armes d'essai et de casques a été approuvée, ont-ils ajouté.

Dans le même temps, les représentants allemands ont tenté de retarder le processus en dressant divers obstacles procéduraux. Par exemple, ils ont demandé à ce que l'audience ne se poursuive qu'après que la Cour se soit prononcée sur l'affaire de génocide de l'Afrique du Sud à l'encontre d'Israël, ce qui pourrait prendre des années.

Si le gouvernement allemand a réagi aussi nerveusement, c'est parce que le voile de mensonges et de propagande avec lequel il dissimule sa complicité dans le génocide des Palestiniens devient de plus en plus mince. Pendant des années, il a justifié son soutien à l'État sioniste et au régime d'extrême droite de Netanyahou, détesté par des millions de Juifs en Israël et dans le monde, en invoquant la responsabilité de l'Allemagne dans l'Holocauste.

Toute personne qui proteste contre le génocide des Palestiniens en Allemagne est dénoncée comme antisémite. Les manifestants sont arrêtés, les slogans sont arbitrairement censurés. Les artistes sont désinvités, les universitaires sont licenciés et les étudiants sont expulsés des universités. Néanmoins, la résistance s'accroît. Selon un sondage, 69 pour cent de la population allemande rejette l'action militaire d'Israël dans la bande de Gaza.

Justifier le génocide des Palestiniens par l'Holocauste est non seulement cynique, mais aussi mensonger. Les milieux dirigeants alle-

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaitre; accueille l'action de la demanderesse, la dame Anix RUFIN, femme née Edylaine PAUL vu que cette demande est juste et fondée; Admet le divorce des époux Anix RUFIN, femme née Edylaine PAUL pour injures graves et publiques et aux torts exclusifs de l'époux ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux; Ordonne à l'officier de l'état civil de Petit Goâve, section Nord de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet le Sieur Jean FRUISNER MONICE huissier de notre Tribunal pour la signification du présent Jugement, Compense les dépens vu la qualité des parties.

Rendu de nous, Me Fritzner DUCLAIRE Doyen du Tribunal de Première instance de Petit Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui vingt deux Janvier deux mille vingt quatre (22 Janvier 2024), en présence de Me Jean Fritz Partterson DORVAL, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège.

PAR CES MOTIFS

Après examen et sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal au vœu de la loi, maintient le défaut requis et octroyé à l'audience contre le défendeur pour faute de comparaitre; pour le profit accueille l'action de la demanderesse la dame Robenson MORENCY femme née Christelle ENAT vu que cette demande est juste et fondée, admet le divorce des époux Robenson MORENCY, femme née Christelle ENAT pour injures graves et publiques et aux torts exclusifs de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de Petit Goâve, Section Nord de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement; dit qu'un extrait sera publié dans l'une des colonnes d'un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet le sieur Jean Fruisner MONICE huissier de notre Tribunal pour la signification du présent Jugement ; Compense les dépens vu la qualité des parties.

RENDU DE NOUS, Me Fritzner DUCLAIRE Doyen du Tribunal de Première instance de Petit Goâve en audience publique civile de divorce ce jourd'hui vingt Novembre deux mille vingt trois (20 Novembre 2023), en présence de Me Jean Fritz Partterson DORVAL Substitut commissaire du Gouvernement de ce ressort assisté du sieur Christophe BONBON, Greffier du siège

Il est ordonné....etc....
En foi de quoi.....etc....
Christophe BONBON, Greffier

Inde : les syndicats luttent en faveur des droits des travailleurs





En Inde, les syndicats s'élèvent contre l'augmentation des formes de travail en sous-traitance ou précaire, qui comportent des risques accrus pour la santé et la sécurité.

La récente visite du Secrétaire général d'IndustriALL, Atle Høie, à Delhi intervient à la veille des prochaines élections législatives dans le pays, dans le cadre desquelles les syndicats font campagne contre les politiques anti-ouvrières du parti au pouvoir.

Lors d'un débat stratégique sur la santé et la sécurité au travail le 3 avril dernier, les affiliés indiens ont affirmé que la sécurité industrielle dans le pays était en lambeaux. Selon la Direction générale des conseils d'usine et des instituts du travail, il y a eu chaque année depuis 2021 au moins 1.029 accidents, entraînant la mort de plus de 1.000 travailleurs et travailleuses et causant des blessures graves à plus de 3.000 autres. Les accidents et les maladies liés au travail restent largement non répertoriés, d'autant que les victimes sont principalement des travailleurs et travailleuses précaires.

En Inde, les syndicats s'élèvent contre l'augmentation des formes de travail en sous-traitance ou précaire, qui comportent des risques accrus pour la santé et la sécurité. Il est urgent de syndiquer les travailleurs et travailleuses précaires.

Gautam Mody, membre du Comité exécutif d'IndustriALL et coordinateur de Unions United, a déclaré : *« 85 % des travailleurs et travailleuses de l'industrie manufacturière indienne occupent des emplois précaires. Leur intégration dans les syndicats est la pièce maîtresse de la construction de notre pouvoir et notre plus grand défi. Une convergence de stratégies et d'objectifs est essentielle pour défendre les droits des travailleurs. »*

Les affiliés ont également souligné la négligence constante par rapport aux maladies et aux risques professionnels ; les modifications apportées au droit du travail ont encore davantage compromis la sécurité sur le lieu de travail.

Le Secrétaire général de la Fédération nationale indienne des mineurs (INMF-INTUC), S Q Zama, membre du Comité exécutif d'IndustriALL affirme que : *« IndustriALL et ses affiliés indiens ont constamment exprimé leurs préoccupations en matière de santé et sécurité depuis la pandémie de Covid-19. Le gouvernement indien ne doit pas faire de compromis sur la sécurité et doit immédiatement ratifier les conventions de l'OIT sur la santé et la sécurité, notamment les Conventions 155, 183 et 176, et veiller à ce que l'Inde se conforme à la Convention 81 de l'OIT sur l'inspection du travail. »*

Mais au milieu des horreurs liées à la multiplication des incidents sur le lieu de travail, il y a aussi des exemples de victoires syndicales significatives. Grâce à la lutte acharnée d'IndustriALL et de ses affiliés, la Convention de Hong Kong devrait entrer en vigueur en 2025.

Lors de la réunion du Conseil d'IndustriALL pour l'Inde, le 4 avril dernier, les affiliés ont mis en avant leurs luttes en vue de construire un pouvoir syndical. Parmi les actions partagées, on peut citer les tentatives de syndicalisation des cols blancs dans une usine Siemens, la régularisation de 2.700 travailleurs chez Tata Motors, la lutte contre l'utilisation de travailleurs précaires et de stagiaires dans les mines de charbon du secteur public, la cartographie de la manière dont le changement climatique affecte en aval les travailleuses dans l'industrie du démantèlement des navires et une victoire significative pour les travailleurs précaires dans la sidérurgie.

Les dirigeants syndicaux ont souligné qu'à l'avenir, les questions liées à la transition juste, à la diligence raisonnable, à la santé et la sécurité au travail, y compris la violence et le harcèlement fondés sur le sexe, au travail précaire et aux normes fondamentales du travail doivent être considérées comme prioritaires.

Atle Høie, Secrétaire général d'IndustriALL, a pour sa part déclaré : *« Avant le Congrès d'IndustriALL en 2025, nous devons revoir notre plan d'action et nous assurer que nos priorités soient claires. Il ressort clairement de ce débat que nous devons faire avancer notre lutte pour l'inclusion des travailleurs et travailleuses précaires, ainsi que celle des femmes et des jeunes, dans nos syndicats. Nous devons vraiment rendre nos syndicats plus inclusifs. Nous devons également traiter les accidents du travail avec une absolue tolérance zéro. Il est honteux que la vie des travailleurs et travailleuses soit considérée comme sans valeur. »*

Au cours d'un atelier sur la violence et le harcèlement fondés sur le sexe sur le lieu de travail, les femmes dirigeantes ont débattu des facteurs de risque qui y contribuent, ainsi que des mesures pour leur prévention, tant sur le lieu de travail que dans les espaces syndicaux. Un plan d'action a été élaboré : sensibilisation, évaluation de l'efficacité des comités internes aux usines permettant le dépôt de plaintes, organisation de formations axées sur la violence liée au sexe, élaboration d'une politique d'égalité des sexes au sein des syndicats et augmentation de la représentation des femmes dans les divers comités. Elles ont également décidé de relancer le Comité des femmes pour l'Inde et d'en préciser le mandat.

IndustriALL 9 avril 2024

---

mands, qui ont laissé des dizaines de milliers de meurtriers de masse et de criminels en position de pouvoir dans les affaires, la politique, la justice et l'université après la chute d'Hitler, n'ont jamais sérieusement essayé de confronter les crimes des nazis.

Leur intérêt pour Israël n'est pas fondé sur la responsabilité de l'Holocauste. L'État sioniste sert plutôt de tête de pont à leurs intérêts impérialistes au Moyen-Orient. Les Palestiniens sont écartés parce qu'ils font obstacle à ces intérêts et à une redistribution impérialiste de cette région riche en énergie.

La complicité de l'Allemagne dans le génocide des Palestiniens est inextricablement liée au retour du militarisme allemand. En Ukraine, le gouvernement allemand travaille depuis des années avec des admirateurs des collaborateurs nazis qui ont assassiné des dizaines de milliers de Juifs. La guerre contre la Russie est financée et dirigée par l'OTAN. L'Allemagne est le plus gros bailleur de fonds après les États-Unis.

Le gouvernement veut que l'Allemagne soit à nouveau «apte à la guerre» dans quelques années, c'est-à-dire qu'elle est en mesure de mener une guerre majeure. À cette fin, des dizaines de milliards d'euros sont détournés des dépenses sociales vers le budget de la guerre et la réintroduction de la conscription est en préparation. C'est incompatible avec la démocratie.

La même évolution se produit dans tous les autres pays impérialistes. Partout, la classe dirigeante se déplace fortement vers la droite. Le fossé entre les riches et les pauvres et les rivalités pour les matières premières et les marchés ont atteint un tel niveau que les pouvoirs en place ne peuvent répondre que par la violence. Le fait que l'Allemagne soit à nouveau jugée pour génocide est symptomatique de ce processus.

Toutefois, l'arrêt de la Cour, attendu dans environ deux semaines, ne changera rien à cette évolution, même s'il se prononce en faveur du Nicaragua. Bien que les arrêts de la CIJ soient contraignants pour l'Allemagne, la Cour n'a aucun moyen de faire appliquer ses décisions.

Il est également peu probable que la CIJ, un organe des Nations unies, morde la main qui la nourrit. Georg Nolte, le fils de feu l'historien de droite, Ernst Nolte, est également un juriste allemand siégeant à la Cour.

Le génocide à Gaza, la guerre en Ukraine, le virage politique de la classe dirigeante vers la droite et les attaques contre les dépenses sociales ne peuvent être stoppés que par un mouvement indépendant de la classe ouvrière internationale luttant pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'une société socialiste.

Wsws 11 avril 2024
Afrique-Asie 13 avril 2024

ÉTAT DE LA CAROLINE DU SUD, LE COMTÉ DE GREENVILLE
DEVANT LE TREIZIEME CIRCUIT JUDICIAIRE DE LA FAMILLE
NUMÉRO DE DOSSIER: 2023-DR-23-4515, RÉFÉRENCE CROISÉE 2023-DR-23-1047

GREFFIER DU TRIBUNAL, GREENVILLE, SC
20 MARS 2024 P 1:39

AVIS DE PROCÉDURE D'ADOPTION

AU DÉFENDEUR: CHRISTELA A MATHURIN, MÈRE BIOLOGIQUE ET INCONNU, PÈRE BIOLOGIQUE

L'AVIS SUIVANT VOUS EST COMMUNIQUÉ PAR LA PRÉSENTE:

1. Une procédure d'adoption a été déposée devant le Tribunal des Affaires Familiales du Comté de Greenville le 6 décembre 2023. Dans cette plainte, vous, Christela Mathurin, êtes la mère biologique d'une fille noire/haïtienne née le 28 janvier 2013 à Port-au-Prince en Haïti, et vous, John Doe, êtes prétendument le père d'une fille noire/haïtienne née le 28 janvier 2013 à Port-au-Prince en Haïti.

2. Les demandeurs dans l'avis susmentionné ne sont pas nommés pour des raisons de confidentialité; toutefois, la Cour connaît la véritable identité des demandeurs et, en répondant à cet avis, vous êtes tenus d'utiliser en tête le numéro 2023-DR-23-4515, référence croisée : 2023-DR-23-1047.

3. Si vous déposez un avis de contestation, d'intervention ou de réponse auprès du Tribunal dans les trente (30) jours suivant la réception de cet avis de procédure d'adoption, vous aurez la possibilité de comparaître et d'être entendu sur le bien-fondé de l'adoption. Pour déposer un avis de contestation, d'intervention ou de réponse dans le cadre de cette action, vous devez notifier par écrit votre intention de contester, d'intervenir ou de répondre au Tribunal susmentionné de Greenville, Greenville County Courthouse, Clerk of Court Greenville County Family Court, 350 Halton Road, Greenville, South Carolina, 29607. Le Tribunal susmentionné doit être informé de votre adresse actuelle et de tout changement d'adresse au cours de la procédure d'adoption.

4. Le défaut de répondre dans les trente (30) jours suivant la réception de la présente - Notification de Procédure d'Adoption constitue votre consentement à l'adoption et au renoncement de tous vos droits et obligations à l'égard de l'enfant susmentionné. Il est en outre allégué que votre consentement à cette adoption n'est pas requis en vertu de la section 63-9-310 du S.C. Code Ann. Section 63-9-310 et que vos droits parentaux devraient être - supprimés conformément au S.C. Code Ann. Section 63-7-2570 (7).

5. Cette plainte indique également que vous n'avez pas versé de pension alimentaire au profit de l'enfant mineur pendant une période de six mois ou plus, et que vous n'avez pas eu de contact avec l'enfant mineur pendant une période de six mois ou plus et que, par conséquent, vos droits parentaux à l'égard de l'enfant mineur devraient être supprimés en vertu du S.C. Code Ann. Section 63-7-2570 (3) et (4).

Cet avis est donné en vertu du Code Ann. Section 63-9-730 (E).

(Signature)________________________________
M. Raymond W. Godwin, (Caroline du Sud Barreau # 2162)
Boîte postale 354
Greenville, SC 29602
TÉLÉPHONE: (864) 241-2883
FAX: (864) 255-4342

AVOCAT DES DEMANDEURS
En date du: 19 Mars, 2024

Suite de la page (9)



USIP's Keith Mines: "Only the United States would be in a position to provide the critical inducements... But it would need to do so well in the background."

This strategy led to a campaign to get other countries to recognize Guaido as the legitimate leader of Venezuela, resulting in 50 countries supporting the unelected, unpopular politician.

The plan failed. Maduro won the ensuing election, while Guaido was voted out as leader of the opposition coalition. This prompted Mines to recognize Guaido's "courage and fortitude" as well as his "legacy of personal and political courage."

Mines, and USIP generally, shouldn't be dismissed as simply commentators or researchers. USIP staff like Mines tend to telegraph U.S. foreign policy months in advance, prompting other sectors of the academic-military industrial complex to develop propaganda to sell these policies to other diplomats, nations, and to the public.

What is the United States Institute for Peace?

USIP was founded in 1984, less than one year after the National Endowment for Democracy (NED).

The United States Institute of Peace Act, signed into law by President Ronald Reagan, established USIP as "an independent, nonprofit, national institute to serve the American people and the federal government" through work to promote "international peace and the resolution of conflicts among the nations and peoples of the world without recourse to violence."

In short, USIP is a U.S. government think-tank whose purpose is to outline the next phase of foreign policy. USIP's role complements the NED. USIP outlines foreign policy goals and highlights what policies will be necessary to further U.S. interests, while the NED funds groups in foreign countries to create the facade of consent for U.S. foreign policy inside that country.

In 1991 a cofounder of the NED, Allen Weinstein, explained its work by saying, "A lot of what we do today was done covertly 25 years ago by the CIA." Stephen Kinzer pointed out that the NED "receives nearly all its funds from Congress" and is a "conduit through which the U.S. government has given millions of dollars to political and other protest groups in countries from Albania to Haiti."

In the case of Haiti, investigative journalist Anthony Fenton confirmed that the NED provided several million dollars for "democracy promotion activities," which resulted in elite "opposition organizations, such as the Group of 184, the Democratic Convergence" who "agitated most strongly for the overthrow of Aristide" in the lead up to the 2004 coup.

More recent investigations have revealed that the NED continues to fund groups in Haiti who support and further U.S. foreign policy interests.

USIP's role in outlining U.S. foreign policy towards Haiti can be demonstrated in other ways. In October 2023, days after the UNSC approved the MSS mission to Haiti, Keith Mines published an article on USIP's website entitled "Haiti Needs a Political Dialogue Alongside the Multinational Security Mission."

Mines explained that many fear that the MSS "will simply be propping up an unelected and unpopular government that will not provide the support needed to build a new police force."

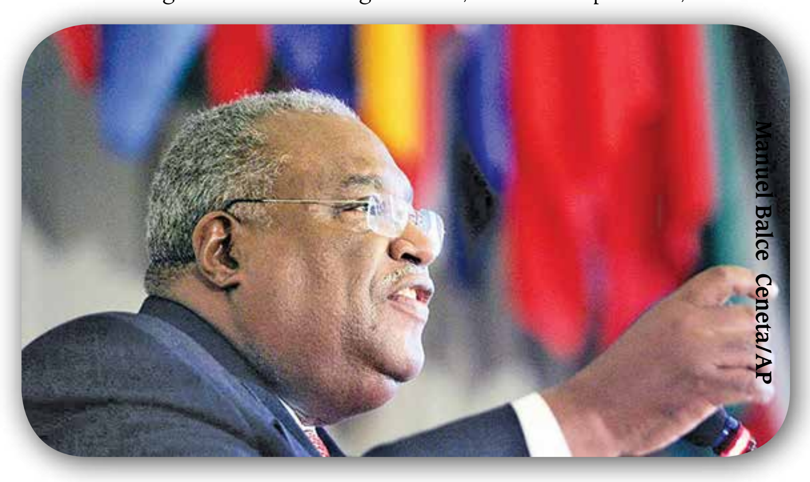
A new "Council of Sages"

To address these concerns, Mines suggests "an arrangement similar to the Council of Sages, which was used in 2004 after then-President Jean-Bertrand Aristide gave up power" (Aristide was kidnapped by a U.S. SEAL team on Feb. 29, 2004 following a three year U.S.-backed destabilization campaign).

The 2004 Council of Sages was a U.S.-nominated group of seven (it's always seven!) figures from Haiti's elite who selected (with Washington's guidance) a new, interim government following the coup. The Council of Sages included Dr. Ariel Henry and Magali Comeau Denis, chief spokesperson of the Montana Accord, which has a TPC seat. They installed the Boniface/Latortue regime who led a brutal campaign of terror against Fanmi Lavalas members and supporters.

Today Mines argues that, for a Transitional Presidential Council, "there are roughly a dozen key political movements that would need to be present... as well as civil society, the business community, religious actors and the current government." Mines also argued that the Montana Accord coalition was a key representative element that deserved a seat at the negotiating table.

Mines argued that negotiations ought to be held in Haiti, but outside of Port au Prince, although another Caribbean country was an option.



After its 2004 coup against Aristide, Washington used a "Council of Sages" as a front to select Gérard Latortue (above) as Haiti's interim Prime Minister.

Acknowledging Washington's role in dictating terms for these negotiations, Mines states that "only the United States would be in a position to provide the ***critical inducements*** to ensure all key parties were willing to abide by the conference's decisions. But ***it would need to do so well in the background.***" (our emphasis added).

Most of the elements of Mines' proposed plan came to fruition: A TPC of seven voting members and two observers was negotiated in Jamaica under the CARICOM, whose representatives worked closely with Washington. The agreement itself contained the signatures of 23 representatives from political parties, including Line Balthazar, the PHTK's president, as well as representatives from the business elite, civil society, and the religious sector. The U.S. government's policy goals were achieved as each member accepted the condition that they accept the MSS's deployment into Haiti.

(To be continued)

Suite de la page (12)

20 juin, a écrit un tweet : *« Le projet Petro est très dangereux, mais il peut être vaincu. Luttons ensemble, Colombiens et Vénézuéliens, pour notre liberté. »* Paradoxalement, Monsieur le Président Petro, vous avez accepté l'appel de la terroriste et maintenant, avec elle, vous voulez lutter au Venezuela pour une démocratie téléguidée depuis Washington.

Cette façon d'être un temps avec le Venezuela et un autre temps contre lui, sur la base d'un calcul politique intéressé et mesquin, n'est pas la nôtre. Bolívar nous a appris que l'on est solidaire ou que l'on ne l'est pas et il a sorti l'armée vénézuélienne du territoire national lorsque notre indépendance avait été consommée à Carabobo parce qu'il pensait que la liberté n'était pas totale tant qu'il restait un peuple américain soumis. À la fin de la guerre, nos soldats sont rentrés dans le pays, ils n'ont pas colonisé, ils n'ont pas occupé, ils n'ont rien imposé.

Pour sa part, Chávez n'a pas non plus fait de calculs politiques lorsqu'il a décidé d'utiliser les énormes ressources énergétiques du pays pour progresser vers l'intégration, en améliorant les conditions de vie de la population, et il l'a fait sans demander quelle était l'affiliation politique du président.

Il n'avait pas non plus d'opinion sur qui devrait ou ne devrait pas être le premier dirigeant d'un pays. Nous n'avons pas fait de calculs politiques lorsque nous avons aidé l'Argentine à un moment difficile pour ce pays. Le gouvernement vénézuélien n'a pas fait de calculs politiques lorsque le président Maduro a ordonné l'envoi d'oxygène aux hôpitaux de Manaus au pire moment de la pandémie, même si c'était le moment où l'agression de Bolsonaro contre le Venezuela s'intensifiait. Nous avons fait preuve de solidarité et nous avons donné de la solidarité.

Nous n'avons pas fait de calculs politiques quand nous avons créé Petrocaribe, ni lorsque nous avons multiplié nos ambassades en Afrique, ni quand nous avons exprimé notre solidarité avec la Palestine ou la République arabe sahraouie démocratique. Nous ne demandons pas aux États-Unis et à l'Europe s'ils sont d'accord avec nos décisions avant de les mettre en œuvre.

À une époque où l'agression impérialiste et néolibérale s'intensifie, ceux d'entre nous qui pensent de la même manière, mais pas nécessairement de la même façon, doivent se comprendre et s'accepter. Il suffit d'un coup de téléphone et d'une consultation. Peu importe qu'ils l'entendent à l'ambassade des États-Unis. Ainsi, ils sauront que nous sommes des frères contre vents et marées. Ils éviteront ainsi les opinions erronées émanant des médias transnationaux qui désinforment et des agents impériaux infiltrés dans nos gouvernements.

Tout cela est bien triste, Messieurs les Présidents, mais pendant que vous vous alliez au terrorisme de la droite vénézuélienne, notre pays, notre système électoral et notre processus reçoivent le soutien de la Russie, de la Chine, de la majorité de l'humanité et, ce qui est très important à dire, des peuples frères du Brésil et de la Colombie. Un vieux dicton dit : *"Dis-moi avec qui tu es et je te dirai qui tu es".* Soyez très prudents, chers présidents Lula et Petro.

*Sergio Rodríguez Gelfenstein est un spécialiste vénézuélien des relations internationales. Il a été directeur des relations internationales de la présidence de la République bolivarienne du Venezuela, ambassadeur de son pays au Nicaragua et conseiller en politique internationale pour TELESUR. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont China en el siglo XXI. El despertar de un gigante (La Chine au XXIe siècle - le réveil d'un géant), publié dans plusieurs pays d'Amérique latine.

United World 9Avril 2024
Traduction Bernard Tornare
10 Avril 2024

Suite de la page (8)



Les trois émissaires de la CARICOM formant le Groupe des Éminentes Personnalités de la Communauté caribéenne (GEP), composé des anciens Premiers ministres Dr Kenny D. Anthony (Sainte Lucie), Perry Christie (Bahamas) et Bruce Golding (Jamaïque)

son statut légal. C'était un point important dans les Propositions de la CARICOM. Rares, en effet, sont les propositions des différentes entités socio-politiques haïtiennes faisant état de la création d'un organe pouvant s'occuper exclusivement de la sécurité sur le territoire national. Certes, les protagonistes soulignent toujours la nécessité et l'urgence de rétablir la paix et la sécurité dans le pays. Mais, jamais ils n'ont posé le besoin pour l'Etat d'avoir un organisme capable de faire des diagnostics et aussi de proposer des solutions fiables et réalistes pour combattre l'insécurité, les gangs et de sécuriser la population.

Avec cette proposition de création d'un Conseil National de Sécurité (CNS), la CARICOM veut innover et doter le Pouvoir public haïtien d'un outil capable de l'aider à trouver des solutions aux problèmes d'insécurité et de sûreté. Le document propose la *« Mise en place d'un Conseil National de Sécurité (CNS) pour renforcer la sécurité des citoyens ; la formulation d'un plan de sécurité nationale ; la préparation des modalités de coopération en matière de sécurité en ce qui concerne l'assistance internationale en sécurité pour la Police Nationale d'Haïti et le suivi de la mise en œuvre de la résolution 2699 du Conseil de sécurité des Nations-Unies ; et la création d'un Comité de coordination et de surveillance pour surveiller la conduite et les opérations de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS). »* Une option qu'on va retrouver comme l'une des conditions pour être accepté en tant que membre du Conseil Présidentiel de Transition.

Voilà une présentation sommaire de la proposition d'Accord que le Groupe d'Éminentes Personnalité de la CARICOM, avait soumise, dans le cadre de leur mission, aux responsables politiques, acteurs de la Société civile, Secteur d'affaires et Gouvernement afin de trouver une issue à la crise socio-politique et sécuritaire dans laquelle s'enfonce le pays depuis bientôt trois longues années. La Communauté des Caraïbes leur avait donné deux semaines pour examiner le document et soumettre leurs toutes dernières suggestions. Elle soulignait, par ailleurs, que ces propositions prenaient en considération la position des différentes parties en conflit politique dans le pays depuis ces dernières années. Entretemps, si avec la démission officielle d'Ariel Henry, les choses ont beaucoup évolué, n'empêche que celui-ci, à travers son gouvernement démissionnaire à Port-au-Prince, fait de la résistance.

(A suivre)

"Israël a délibérément tué les employés de l'ONG World Central Kitchen à Gaza"



La rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese

Par Ahmet Kartal

''Pour provoquer le retrait des donateurs et prolonger la famine des civils à Gaza", selon la Rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens Francesca Albanese

La rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a déclaré mercredi qu'Israël avait "délibérément" tué les employés de l'ONG américaine ''World Central Kitchen" (WCK) dans la bande de Gaza.

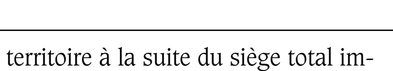
C'est ce qui ressort de son message posté sur X, concernant le raid israélien qui a ciblé un convoi de WCK qui livre de la nourriture dans l'enclave palestinienne. *« Étant donné ma connaissance du modus operandi d'Israël, j'estime que les forces israéliennes ont délibérément tué le personnel de World Central Kitchen pour provoquer le retrait des donateurs et prolonger dans le silence la famine des civils à Gaza. »*

Elle a souligné qu'Israël ''sait pertinemment que la majorité des pays occidentaux et arabes ne feront pas le moindre effort en faveur des Palestiniens".

L'organisation WCK chargée de livrer de la nourriture aux victimes des guerres et des catastrophes a déploré, mardi, la mort de sept de ses employés dans une frappe israélienne lundi qui a visé leur convoi à Deir al-Balah, annonçant la suspension immédiate de ses opérations dans l'enclave palestinienne.

L'ONG fondée par le chef cuisinier américano-espagnol José Andrés explique que ''malgré une coordination préalable avec l'armée israélienne, le convoi a été ciblé par une frappe alors qu'il quittait l'entrepôt de Deir al-Balah, où l'équipe a déchargé plus de 100 tonnes d'aide alimentaire humanitaire acheminée à Gaza via le couloir maritime".

En raison de la guerre et des restrictions israéliennes, la population gazaouie, particulièrement celle des districts de Gaza et du nord de l'enclave palestinienne, est au bord de la famine, tandis qu'une grave pénurie de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant frappe ce territoire à la suite du siège total imposé par Israël.



Le conflit a provoqué le déplacement d'environ deux millions de Palestiniens à l'intérieur de la bande de Gaza, soumise au blocus israélien depuis 17 ans.

Depuis le 7 octobre 2023, Israël mène une guerre dévastatrice dans la bande de Gaza qui a fait des dizaines de milliers de victimes civiles, pour la plupart des enfants et des femmes, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent et d'une destruction massive des infrastructures, qui ont conduit Tel-Aviv à comparaître devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour ''génocide".

Traduit de l'arabe par Majdi Ismail
Aa.com.tr 03 avril 2024
Arrêt sur info 06 avril 2024

Le président chinois Xi accueille l'ancien président taïwanais à Pékin

Par Diego Ramos

« Aucune force ne peut nous séparer » — Diego Ramos rapporte l'accueil amical que le dirigeant chinois a réservé mercredi au « voyage de paix » de Ma Ying-jeou.

Lors d'une réunion historique marquant la première réception en Chine continentale d'un ancien président taïwanais ou en exercice, le président Xi Jinping et l'ancien président taïwanais Ma Ying-jeou ont engagé mercredi un dialogue de paix et d'unité à Pékin.

Au milieu des tensions accrues entre la Chine et Taiwan, les mentions de guerre sont monnaie courante, mais selon Ma, « *s'il y avait une guerre, elle serait insupportable pour la nation chinoise, et les deux rives du détroit [de Taiwan] ont la sagesse de gérer leurs différends de manière pacifique.* »

Cela fait écho à l'affirmation de Xi selon laquelle les deux gouvernements peuvent discuter et résoudre les problèmes : *« Les compatriotes des deux côtés sont tous deux chinois. Il n'y a aucune rancune qui ne puisse être résolue. Aucun problème qui ne puisse être résolu. Et aucune force ne peut nous séparer.*

Xi, faisant allusion à la réunification, a également fait référence à une « ingérence étrangère », qui, selon lui, ne pouvait pas faire obstacle à un « regroupement familial ».

La réunion a lieu un mois avant l'entrée en fonction de William Lai Ching-te, actuel vice-président et président élu de Taiwan. Bien qu'il fasse partie du Parti démocrate progressiste indépendantiste, le South China Morning Post (SCMP) rapporte que Pékin ne voit pas l'importance de la victoire électorale du parti.

Zhu Songling, spécialiste des affaires de Taiwan à l'Université de l'Union de Pékin, a déclaré au SCMP que les pourparlers avaient lieu à un moment favorable, citant l'approche de l'investiture du président élu Lai. Songling a également déclaré que l'accueil de Ma à Pékin témoignait de la volonté et de la détermination du gouvernement chinois de régler pacifiquement les problèmes entre les deux rives du détroit. *« Puisque Ma n'est pas au pouvoir, beaucoup de ses idées pourraient ne pas être mises en œuvre en termes concrets, mais en général, cette [réunion] est toujours d'une grande importance »*, a déclaré Zhu, mentionnant l'influence continue de Ma au sein du parti Kuomintang (KMT) favorable à Pékin.

Vers la fin du « voyage de paix » de Ma, un autre dirigeant du KMT, l'ancien maire de Taipei Hau Lung-bin, prévoit également de se rendre en Chine continentale, avec la possibilité de rencontrer également Xi.

Hau devrait visiter Zhengzhou et participer au spectacle culturel annuel qui rend hommage à l'Empereur Jaune. L'hommage rend hommage à l'ascendance et au patrimoine chinois et Hau a déclaré que sa visite « souligne le fait que les habitants des deux rives du détroit de Taiwan partagent les mêmes racines, la même origine et les mêmes antécédents historiques et culturels, qui devraient aller au-delà divergences politiques. *« Il serait déraisonnable que les relations entre les deux rives aboutissent à une crise militaire ou à une guerre dangereuse provoquée par une manipulation politique »*, a déclaré Hau.

***Diego Ramos**, rédacteur en chef de ScheerPost et chef du bureau de New York, est un journaliste originaire du Queens, dans l'État de New York. Il a auparavant travaillé chez BuzzFeed News et a été rédacteur en chef d'Annenberg News à l'USC. Il a couvert et étudié une multitude de sujets, notamment la guerre, la politique, la recherche psychédélique et le sport.

ScheerPost
Consortium news
11 avril 2024

Rencontre à Pékin le 10 avril 2024 de l'ancien président de Taiwan Ma Ying-jeou et le président chinois Xi Jinping

Canada : Des étudiants occupent l'université McGill et lui donnent un esprit pro-palestinien



Un groupe d'étudiants de l'Université McGill a renommé plusieurs bâtiments du campus en hommage à 30 villages détruits par les bombardements israéliens à Gaza.

Une vidéo montre plusieurs étudiants universitaires, portant des kufiyas (un foulard traditionnel symbole de la résistance du peuple palestinien) autour du cou et le visage couvert, alors qu'ils escaladent les murs pour remplacer les noms des bâtiments et des installations sur les murs du campus universitaire avec 30 villages palestiniens détruits pendant six mois d'attaques israéliennes aveugles sur la bande de Gaza.

Cette mesure s'ajoute aux innombrables actions de solidarité avec la Palestine – des rassemblements de protestation aux grèves de la faim – menées ces derniers mois par les étudiants de l'Université McGill, située dans la ville de Montréal, dans la province canadienne du Québec.

Les étudiants exigent que les responsables universitaires se désinvestissent des entreprises militaires qui soutiennent directement ou indirectement l'armée israélienne dans la conduite d'attaques délibérées contre des civils à Gaza et mettent fin à leurs partenariats avec quatre universités israéliennes.

Les bombardements israéliens aveugles contre l'enclave côtière, à partir d'octobre, ont détruit des infrastructures vitales, des hôpitaux et des écoles dans toute la bande palestinienne et laissé plus de 90 % de la population sans abri. De même, plus de 33 600 civils palestiniens ont perdu la vie, pour la plupart des femmes et des enfants, à cause de l'offensive militaire israélienne.

HispanTV 14 avril 2024

Guterres, l'ONU et les normes mondiales

Par Narciso Isa Condé

Antonio Guterres est à la tête de l'ONU depuis de nombreuses années, acceptant les violations des normes mondiales en matière de coexistence pacifique, d'autodétermination, de souveraineté et de droits de l'homme ; approuvant les guerres, les interventions militaires, les préjugés et la complaisance envers Israël, les États-Unis, l'OTAN, la CIA, le PENTAGONE ; blocus criminels sur Cuba, le Venezuela, le Nicaragua... interventions militaires en Haïti et même crimes contre l'humanité.

Elle a accompagné le terrorisme d'État... la guerre mondiale infinie et ses chapitres cruels et successifs en Palestine, en ex-Yougoslavie, en Irak, en Afghanistan, en Palestine, en Libye, en Syrie, au Yémen, en Ukraine, les génocides à Gaza... sans sanctions pour le coupable

En Haïti 10 interventions militaires en 30 ans, dont la performance désastreuse de la Minustah.

Il se plaint désormais que « *l'humanité a perdu confiance dans les normes mondiales* » et ignore avoir dirigé un Conseil de sécurité qui a fonctionné comme un instrument au service des États-Unis et de leurs alliés.

L'Afrique brutalement colonisée et néocolonisée ne lui a pas fait de mal.

Les 800 bases militaires américaines sur la planète, la montée du néo-fascisme, la destruction alarmante de la vie sur Terre leur échappent vraiment.

Guterres, en route vers un discrédit catastrophique de type Almagro-OEA, s'agite et recourt à la simulation et au théâtre ; quelque chose de très abondant dans un ordre mondial capitaliste moralement dégradé et franchement décadent.

Aporrea 09 avril 2024

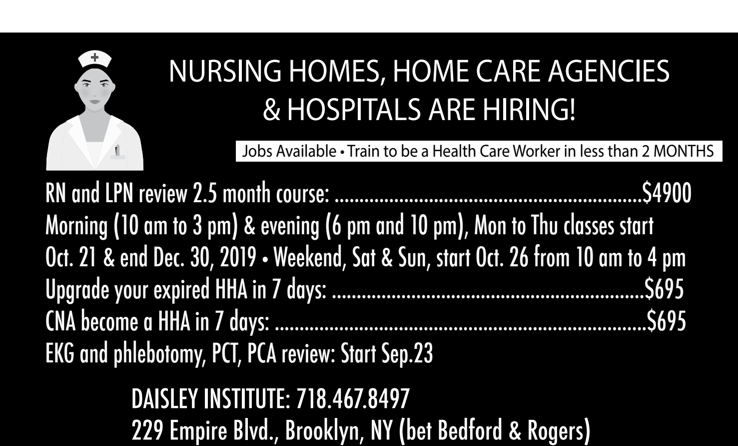


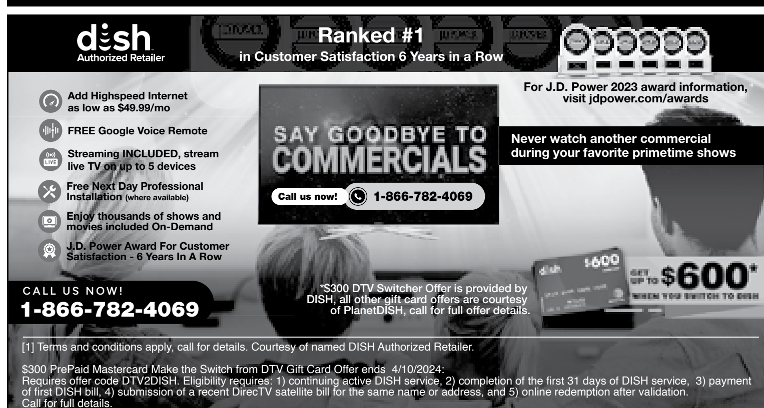
En Haïti 10 interventions militaires en 30 ans, dont la performance désastreuse de la Minustah

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com









ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider



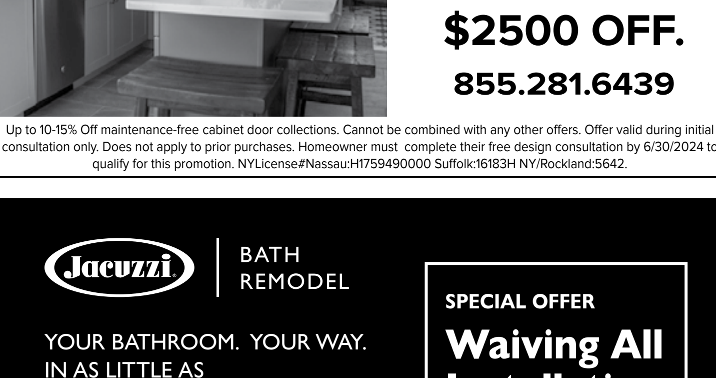


Get your *dream* kitchen remodel today and take

$2500 OFF.

855.281.6439

Up to 10-15% Off maintenance-free cabinet door collections. Cannot be combined with any other offers. Offer valid during initial consultation only. Does not apply to prior purchases. Homeowner must complete their free design consultation by 6/30/2024 to qualify for this promotion. NYLicense#Nassau:H1759490000 Suffolk:16183H NY/Rockland:5642.







HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV Sports Pack - 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

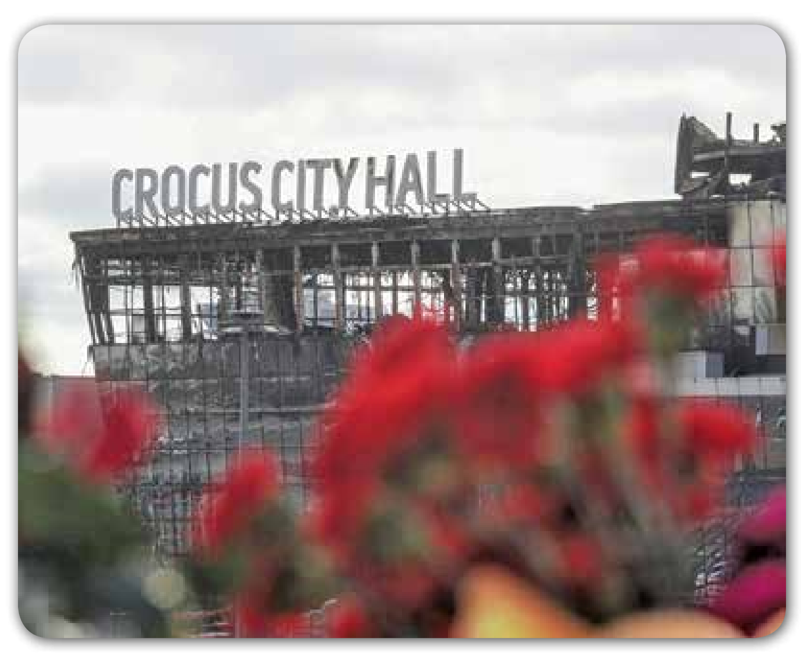
MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and

Rencontre avec ISIS-U



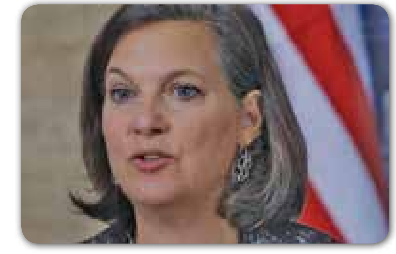
Crocus City Hall de Moscou : à qui profite le crime ?

Par Dmitry Orlov*

L'enquête sur l'attentat terroriste du Crocus City Hall progresse et se rapproche de plus en plus de la preuve, au-delà de tout doute raisonnable, que l'événement a été entièrement organisé par les États-Unis et que Victoria Nuland, du Département d'État américain, en a été l'inspiratrice.

Rappelons, si vous le voulez bien, que la Maison Blanche a été la première à savoir qui était (soi-disant) derrière l'attaque : c'était (soi-disant) ISIS-K (ISLAMIC STATE OF IRAQ AND ASH-SHAM – Khorasan). Le K est l'abréviation de Khorasan, une région historique comprenant un vaste territoire situé aujourd'hui au nord-est de l'Iran, au sud du Turkménistan et au nord de l'Afghanistan. En ce qui concerne ISIS, il s'agit d'une appellation erronée inventée dans le but de détourner l'attention. ISIS a été organisé avec l'aide des États-Unis sur les territoires de l'Irak et de la Syrie et a été déployé dans le cadre d'une tentative ratée de renversement du gouvernement syrien. L'opération se déroulait bien, mais la Russie est intervenue et a pratiquement éliminé ISIS du patrimoine génétique. Quelques restes d'ISIS ont ensuite été transplantés dans le nord de l'Afghanistan – toujours avec l'aide des États-Unis – dans l'espoir de les utiliser pour semer la zizanie en Russie en déstabilisant les États d'Asie centrale. Mais les États-Unis ont ensuite abandonné leur mission de culture de pavot produisant de l'héroïne en Afghanistan parce que le fentanyl fabriqué au Mexique (à l'aide de précurseurs chinois) était beaucoup moins cher et que les cartels de la drogue mexicains payaient grassement les fonctionnaires américains pour qu'ils gardent la frontière sud ouverte pour leurs mules.

Qu'est-il donc arrivé à ISIS-K ? Il n'y a aucune raison de penser qu'il se trouvait en Iran ou dans le sud du Turkménistan et les représentants des Talibans ont déclaré qu'il n'y avait aucune trace d'ISIS-K en Afghanistan non plus – ils sont partis avec les Américains. Où sont-ils allés ? En Ukraine, apparemment ! C'est pourquoi l'idée de la Maison Blanche d'accuser ISIS-K de l'attentat du Crocus afin de détourner la responsabilité du régime de Kiev, reprise par les fonctionnaires et les médias de l'UE, est particulièrement stupide : lorsque l'on pointe du doigt, il est très important de s'assurer que l'on ne se désigne pas soi-même. C'est à noter : ISIS-K est donc devenu ISIS-U, et ses dirigeants se sont réfugiés à Kiev. L'un d'entre eux aurait même participé à une attaque transfrontalière ratée dans la région russe de Belgorod.



Victoria Nuland a été l'inspiratrice de l'attentat du Crocus

*Le livre de Dmitry Orlov est l'un des ouvrages fondateurs de cette nouvelle « discipline » que l'on nomme aujourd'hui : « collapsologie » c'est à-dire l'étude de l'effondrement des sociétés ou des civilisations. Il vient d'être réédité aux éditions Cultures & Racines. Il vient aussi de publier son dernier livre, The Arctic Fox Cometh.

Source Club Orlov
Traduit par le Saker Francophone
Afrique Asie 11 avril 2024

Suite de la page (4)

dans le pays. , donne le témoignage suivant : « *Alors que j'étais au lit à deux heures du matin avec ma femme, j'ai soudainement entendu ma porte se briser, et j'ai dit à ma femme de ne pas s'inquiéter, c'est l'Immigration. Soudain, ils ont réussi à enfoncer la porte et sont entrés dans la maison ; deux d'entre eux m'ont tenu la main et un m'a attrapé par le cou et m'a demandé de quitter la maison et de monter dans le camion tout nu, je lui ai dit que je ne pouvais pas partir comme ça parce que j'étais nu, puis ils ont commencé à se débattre avec moi et un autre sommes arrivés et il m'a frappé au poignet, provoquant une blessure et une douleur intense. Puis je lui ai dit qu'ils n'étaient pas des agents de l'Immigration, mais des criminels qui étaient dehors à l'aube, à ce moment-là l'un d'eux m'a demandé si j'avais de l'argent, j'ai dit oui et ils m'ont fait lui donner les seuls mille pesos que je devais manger... pour qu'ils me libèrent. Après cela, ils m'ont dit d'aller me coucher ; Ils ont donc continué leurs opérations, pillant d'autres maisons de la communauté.* »

Emmanuel, 29 ans, raconte que lorsque les agents de la DGM ont frappé à la porte de sa maison et qu'il l'a ouverte, il a tenté de s'enfuir. L'un des policiers l'a renversé, le blessant au genou. Alors qu'il était blessé au sol, un autre agent lui a lancé une pierre dans le dos. Malgré les blessures causées par les agents, il a réussi à s'échapper et a pu éviter de subir des blessures plus graves.

Marlène a été arrêtée alors qu'elle tentait d'intercéder contre la détention illégale de mineurs. Son mari a également été arbitrairement détenu. Elle et son mari avaient avec eux leurs cartes d'identité.

Téleus, un travailleur de la canne à sucre de 35 ans, raconte que lorsqu'il a ouvert la porte de sa maison aux agents de la DGM, « *ils m'ont fait sortir et pour ne pas leur avoir donné d'argent après qu'ils me l'aient demandé, ils m'ont frappé avec une machette à l'arrière, alors que j'étais agressé, j'ai lutté jusqu'à m'échapper, puis de loin j'ai vu qu'ils entraient dans ma maison, ils ont pris mon téléphone et mon portefeuille, j'avais deux mille pesos, ils les ont pris et ont jeté le portefeuille par terre sol à l'extérieur.* »

Charles, 41 ans, rapporte que les agents de la DGM, après avoir enfoncé la porte de sa maison et y être entrés, lui ont volé son téléphone portable et l'ont frappé dans le dos avec une arme à feu. « *Ils m'ont volé quatre mille pesos que j'avais dans un sac, ils ont aussi pris des papiers de moteurs et des moteurs (de la communauté)* », dénonce Osmo, 30 ans.

Nade rapporte que les agents sont entrés dans sa maison et ont volé son téléphone portable bleu Tecno Pop 7. Kemenson dit que sept agents sont entrés dans sa maison et ont battu son frère mineur pour voler un téléphone portable Redmi Note 10C bleu. Kresnol dit qu '« *ils sont arrivés soudainement pendant que mes enfants dormaient, j'ai réussi à sortir par la porte arrière, mes enfants m'ont dit qu'ils les avaient sortis du lit, ils l'ont ramassé en cherchant et ils ont tout agité, quand ils n'ont rien trouvé, ils ont pris mon téléphone et mille pesos.* » Un téléphone portable HTC noir a également été volé.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 4 avril 2024


Fè atansyon ak bisiklèt elektrik.
Yo akselere vit.
Mete brenn sou ou anvan ou derape.
Pou pwoteje tèt ou ak lòt moun, fè atansyon lè w ap akselere ak ralanti, pa monte twotwa yo, epi suiv tout lwa sikilasyon yo.
Pou jwenn plis enfòmasyon ale sou nyc.gov/ebikes.
NYC
Eric Adams Mayor
NEW YORK CITY DOT
Ydanis Rodriguez Commissioner
VISION ZERO
Building a Safer City